

Envoyé en préfecture le 08/07/2019

Reçu en préfecture le 08/07/2019

Affiché le

*SLOW*

ID : 974-249740101-20190624-2019\_032\_CC\_4-DE



## TERRITOIRE DE LA CÔTE OUEST

· SAINT-LEU · TROIS-BASSINS · SAINT-PAUL · LE PORT · LA POSSESSION



# COMPTE ADMINISTRATIF 2018

## RAPPORT FINANCIER

# LE MOT DU PRÉSIDENT

« *Les comptes 2018 : un redressement remarquable* »

L'année 2018 confirme la bonne santé financière du TCO.

**Les efforts entrepris par cette mandature portent pleinement leur fruit.**

Le plan d'économies mis en place en 2016, a permis un redressement remarquable de la situation financière de notre agglomération. Les bons résultats de 2017 sont aujourd'hui confirmés et amplifiés.

Grâce à une gestion rigoureuse et responsable de nos finances **nous avons dépassé les objectifs que nous nous étions fixés dans le cadre du Budget Primitif 2018.**

Notre **épargne nette** poursuit son augmentation pour atteindre **14,8 M€** contre 10 M€ en 2017.

Notre **niveau d'endettement continue sa décroissance** avec un encours de **86 M€ à fin 2018** contre 94 M€ en 2017.

Ces résultats s'expliquent en grande partie par la maîtrise continue de **nos charges de fonctionnement qui baissent de 3%**. Ainsi, notre masse salariale diminue de 6%, soit (-) 1 M€ par rapport à 2017.

**Le TCO respecte ainsi largement les indicateurs cibles fixés dans le contrat financier pluriannuel signé avec l'Etat en juin 2018.**

Ce compte administratif traduit fidèlement la stratégie fixée par la mandature : « **Moins de dépenses de fonctionnement et plus d'investissement** ».

**Le niveau des investissements 2018 progresse de 25%** (hors GEMAPI et hors dette).

**Le TCO a ainsi investi 22,5 M€** sur le territoire en 2018 contre 18 M€ en 2017. En intégrant les dépenses de la nouvelle compétence GEMAPI, ce niveau est porté à **28,1 M€** (soit +56,2% par rapport à 2017).

Le TCO a donc fait le **choix du développement** pour favoriser l'économie locale et l'emploi.

Le dernier PPI 2018-2020 validé en novembre 2018 porte un **programme d'investissement ambitieux** de 269 M€ dont 104 M€ sur les seules années 2018-2020.

Les bons résultats de l'année 2018 valident la stratégie développée par le TCO : **la maîtrise indispensable de nos charges de fonctionnement, une augmentation nécessaire de notre épargne nette et une diminution progressive de notre endettement.**

La marge de manœuvre ainsi créée (sous réserve de la décision prochaine sur le contentieux des terrains de Cambaie) doit permettre d'adosser le **développement du grand projet de la Réunion pour les 40 ans à venir**, celui de l'**ECOCITE**.

**Déjà, nos efforts sont reconnus au plus haut niveau**, avec la signature du Contrat de Transition Ecologique, le programme Territoire d'Industrie et notre participation au programme Territoire d'Innovation avec la Métropole Nice Côte d'Azur.

**L'ancrage de la nouvelle stratégie financière déployée depuis fin 2016 doit nous permettre de concrétiser notre ambition du Grand Ouest pour aller encore plus loin !**

**Joseph SINIMALÉ**





# SOMMAIRE

<b>Les chiffres clés 2018</b>	<b>p.4</b>
<b>Introduction</b>	<b>p.6</b>
<b>Les résultats de l'exercice 2018</b>	<b>p.9</b>
<b>Les recettes</b>	<b>p.13</b>
<b>Les dépenses</b>	<b>p.26</b>
<b>L'épargne</b>	<b>p.34</b>
<b>L'endettement</b>	<b>p.35</b>
<b>Les budgets annexes</b>	<b>p.39</b>
<b>La consolidation des comptes</b>	<b>p.46</b>
<b>L'analyse rétrospective</b>	<b>p.50</b>
<b>Les ratios financiers</b>	<b>p.51</b>
<b>Les annexes</b>	<b>p.55</b>
Annexe 1 : Les taux de réalisation	<b>p.56</b>
Annexe 2 : PPI 2018-2020/zoom sur les investissements 2017/2018	<b>p.57</b>
Annexe 3 : Bilan des prestations par commune	<b>p.59</b>
Annexe 4 : Détail des subventions d'équipement encaissées en 2017 et 2018	<b>p.62</b>



# LES CHIFFRES CLÉS 2018

## RECETTES DU TCO



FISCALITÉ _____	73%	
DOTATION/PARTICIPATION ÉTAT L'EUROPE _____	11%	
AUTRES RECETTES _____	13%	
EMPRUNTS _____	3%	

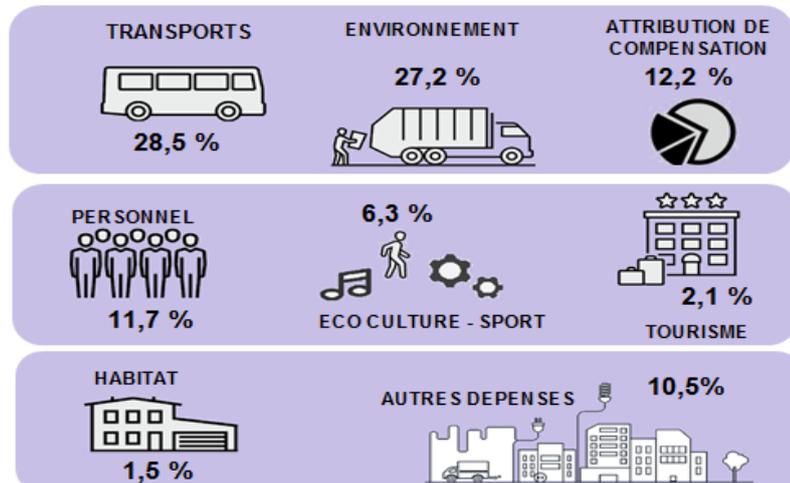
## DÉPENSES DU TCO

FONCTIONNEMENT  
 INVESTISSEMENT

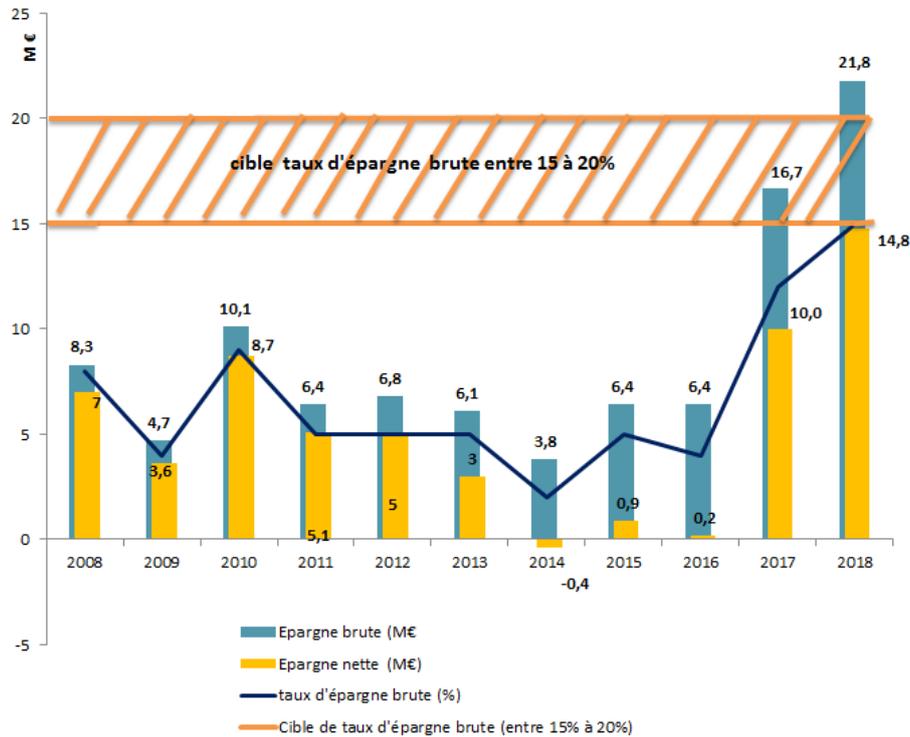
81%  
 19%



Près de 56 % de nos dépenses sont consacrées à l'environnement et aux transports.

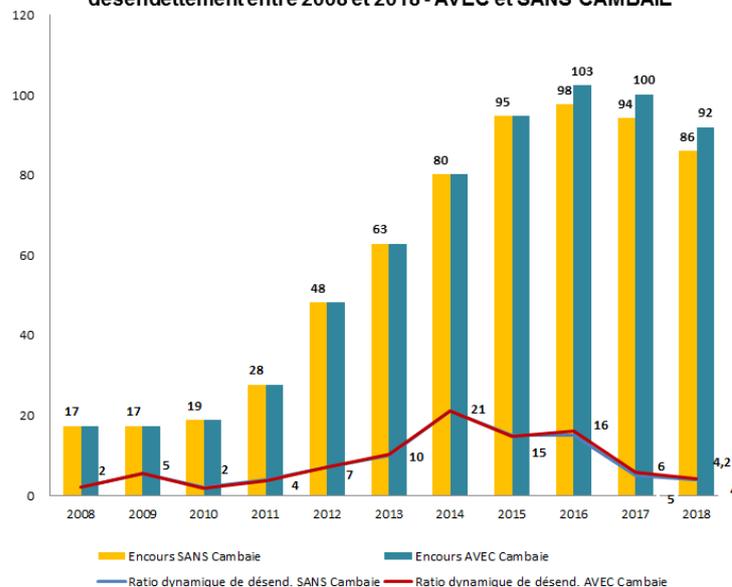


« Un niveau d'épargne jamais atteint, mais une situation toujours fragile »



Le niveau d'épargne s'améliore nettement depuis 2016. En 2018, le taux d'épargne brute s'élève à 14,6% ce qui correspond sensiblement au taux moyen d'épargne brute des EPCI de la Réunion en 2017 (14,08%). Un taux entre 15 à 20% est généralement considéré comme un indicateur de bonne gestion.

Évolution de l'encours de dette et du ratio dynamique de désendettement entre 2008 et 2018 - AVEC et SANS CAMBAIE



Le ratio dynamique de désendettement (4,2 années) suit la même tendance que le niveau d'épargne. Pour mémoire, en 2017, la capacité moyenne de désendettement des EPCI de la Réunion était de 5,5 ans. La référence est d'être en deçà de 5 années. La capacité de désendettement correspond au nombre d'années d'épargne nécessaire pour le remboursement de l'intégralité de notre encours. Le TCO est cependant dans l'attente de la décision « Chabrier » sur le contentieux des terrains de Cambaie, celle-ci pouvant impacter défavorablement nos prévisions pour 2019.



# INTRODUCTION : UNE SITUATION FINANCIÈRE SAINES



Conformément aux dispositions de l'article L 2312.5 du CGCT, le Président rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. À ce titre, il établit le **compte administratif** du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Au 31/12/2018, le TCO dispose d'un budget principal et de deux budgets annexes sans autonomie juridique :

- le budget annexe relatif à la gestion des ports de plaisance (avec autonomie financière) ;
- le budget annexe relatif à la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations-GEMAPI (sans autonomie financière).

Le compte administratif :

- retrace les réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;

- présente les résultats comptables de l'exercice.

Le présent rapport financier a pour objet d'apporter des éléments d'information permettant de mieux comprendre les données comptables du compte administratif 2018.

Pour rappel, le TCO s'est engagé fin 2016 dans une dynamique de redressement budgétaire. Aussi, il convenait de :

- contenir l'évolution de nos dépenses de fonctionnement avec la mise en place d'un plan d'économies, pour **améliorer notre épargne** ;
- **investir** davantage sur le territoire ;
- contenir le volume d'emprunt mobilisé pour **réduire autant que possible les charges financières et se conformer aux ratios d'endettement cibles**.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Evolution
Epargne brute	8,3 M€	4,7 M€	10,1 M€	6,4 M€	7 M€	6,1 M€	3,8 M€	6,4 M€	6,4 M€	16,7 M€	21,8 M€	30,5%
Epargne nette	7 M€	3,6 M€	8,7 M€	5,1 M€	5 M€	3 M€	(-) 0,4 M€	0,9 M€	0,2 M€	10,0 M€	14,8 M€	48,0%
Encours de dette hors portage EPFR	17 M€	17 M€	19 M€	28 M€	48 M€	63 M€	80 M€	95 M€	98 M€	94 M€	86 M€	-8,7%
Encours de dette par habitant	86 €	86 €	91 €	131 €	226 €	293 €	375 €	441 €	454 €	436 €	396 €	-9,2%
Ratio dynamique de désendettement hors portage EPFR	2 ans	5 ans	2 ans	4 ans	7 ans	10 ans	21 ans	15 ans	15 ans	6 ans	4 ans	-35,0%

Il est à souligner que le TCO a signé en juin 2018 une contractualisation financière avec l'Etat. Dans ce cadre, l'EPCI s'est engagé à :

1. Limiter l'évolution annuelle de ses dépenses réelles de fonctionnement à 1,5% entre 2018-2020 ;
2. Améliorer sa capacité de désendettement ;
3. Améliorer son besoin de financement.

En 2018, le TCO est allé au-delà de ses engagements prévus au contrat financier signé avec l'État :

- 1) Les dépenses réelles de fonctionnement de référence ont baissé de 4,4% par rapport à 2017 (<+1,5%) :

	CA 2017	CA 2018	Évolution
<b>Dépenses Réelles de Fonctionnement (global) (a)</b>	127 303 027,51	123 487 452,26	-3,0%
<b>RETRAITEMENT (AC/provisions/atténuations de charges) (b)</b>	22 004 991,51	22 798 963,18	-
<b>Dépenses réelles de fonctionnement (ramenées à la même base que le contrat = a-b)</b>	<b>105 298 036,00</b>	<b>100 688 489,08</b>	<b>-4,4%</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement plafond fixé par le contrat</b>	105 298 036,00	106 877 507,00	1,5%

- 2) La capacité de désendettement est de 4 ans (<6,7 ans) :

	CA 2017	CA 2018
<b>Capacité de désendettement (hors foncier Écociété EPFR/en année)</b>	<b>5,7</b>	<b>4,0</b>
<b>Capacité de désendettement (en année) plafond fixé par le contrat</b>	5,7	6,7

- 3) Le besoin de financement est de - 3 M€ (< -0,126 M€) :

	CA 2017	CA 2018
<b>Besoin de financement</b>	<b>- 3 168 928</b>	<b>- 3 010 032</b>
<b>Besoin de financement fixé par le contrat</b>	- 3 168 928	- 126 381

En résumé,

	Cibles du contrat	Résultats CA 2018
Dépenses réelles de fonctionnement	(+) 1,5 %	(-) 4,4 %
Capacité de désendettement	6,7 ans	4 ans
Besoin de financement	- 126 381	- 3 010 032

### MOUVEMENTS EXCEPTIONNELS EN FONCTIONNEMENT

2017		2018	
<b>Les recettes</b>	<b>4,583 M€</b>	<b>Les recettes</b>	<b>6 M€</b>
3 années de subvention pour le PLIE	1,762 M€	Produits de cession	3,531 M€
Produits de cession	1,004 M€	Rattachements non suivis d'effet	0,948 M€
Rattachements non suivis d'effet	0,520 M€	Pénalités appliquées sur marchés	1,023 M€
Pénalités appliquées sur marchés	0,094 M€	Avoirs et régularisations	0,165 M€
Avoirs et régularisations	0,851 M€	Refacturation aux budgets annexes	0,206 M€
Refacturation aux budgets annexes	0,352 M€	Autres	0,127 M€
<b>Les dépenses</b>	<b>4,538 M€</b>	<b>Les dépenses</b>	<b>2,641 M€</b>
Annulation titres de recettes	0,262 M€	Annulation titres de recettes	0,606 M€
Subvention d'équilibre BA ports de plaisance	0,492 M€	Subvention d'équilibre BA ports de plaisance	0,250 M€
2 mois de DSP 2016 comptabilisées en 2017	3,437 M€	Intérêts moratoires	0,128 M€
Autres	0,347 M€	Transaction déchèterie Chaloupe St Leu	0,108 M€
		Indemnité AFD pour non réalisation d'un prêt	0,075 M€
		Transfert de la compétence "zones d'activités"	0,340 M€
		Lutte contre la dengue	0,334 M€
		Participation BA GEMAPI	0,720 M€
		Autres	0,080 M€

Il est à souligner qu'en section d'investissement, le TCO a procédé à un remboursement anticipé d'emprunt à hauteur de 16,2 M€. Cette opération est neutralisée dans l'analyse du compte administratif 2018.

# LES **RÉSULTATS** DE L'EXERCICE **2018**

## CA 2018 / BUDGET PRINCIPAL - HORS RESTES A RÉALISER

### Section de fonctionnement

Recettes	Dépenses
<b>Excédent Reporté des exercices antérieurs (002)</b> 490 967,76	<b>Dépenses Réelles</b>  123 487 452,26
<b>Recettes Réelles</b>  148 847 853,23	<b>Dépenses d'Ordre *</b> <i>de section à section</i> 11 921 843,71
<b>Recettes d'ordre*</b> <i>de section à section</i> 1 986 391,94	<b>Résultat cumulé de l'exercice (a)</b>  15 915 916,96 <i>dont résultat de l'exercice</i> 15 424 949,20

### Section d'investissement

Recettes	Dépenses
<b>Recettes Réelles**</b>  35 314 225,36 (1068 de 10 601 832,06 € inclus) (emprunt de 4 M€)	<b>Déficit reporté des exercices antérieurs (001)</b> 9 708 972,15
<b>Recettes d'ordre*</b> <i>à l'intérieur de la section</i> 3 231 258,54 <i>de section à section</i> 11 921 843,71	<b>Dépenses Réelles**</b>  45 689 545,76 <b>dont hors dette</b>  22 455 528,53
<b>Dépenses d'Ordre*</b> <i>à l'intérieur de la section</i> 3 231 258,54 <i>de section à section</i> 1 986 391,94	<b>Solde d'exécution (b)</b>  (-) 10 148 840,78

**Résultat global de l'exercice (a)+(b) = 5 767 076,18**

**Résultat propre de l'exercice (a)+(b) = 4 323 128,57**  
 (hors soldes reportés: comptes 001 ; 002 ; 1068)

Résultat hors comptes 001 et 002 : 14 985 080,57

en conformité avec le résultat du compte de gestion du comptable

\*Mouvements en dépenses ou en recettes ne générant ni encaissement ni décaissement effectif

\*\*Les recettes et dépenses réelles d'investissement incluent un remboursement anticipé de dette de 16,2 M€



# I- SECTION DE FONCTIONNEMENT

## UN RÉSULTAT CUMULÉ DE **+15,916 M€**

Le résultat de la section de fonctionnement correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Il faut y ajouter la reprise du résultat des années antérieures afin d'obtenir le **résultat cumulé d'exécution**.

Pour l'année 2018, ce **résultat cumulé d'exécution** s'élève à **15 915 916,96 €** (rap- pel 2017 = **11 152 919,76 €**).

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recettes réelles (a)	148 847 853,23	Dépenses réelles (c)	123 487 452,26
Recettes d'ordre (b)	1 986 391,94	Dépenses d'ordre (d)	11 921 843,71
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (e) = (a) + (b) - (c) - (d)</b>		<b>15 424 949,20</b>	
Excédent reporté (f)		490 967,76	
<b>RÉSULTAT CUMULÉ D'EXÉCUTION = (e) + (f)</b>		<b>15 915 916,96</b>	



## II- SECTION D'INVESTISSEMENT UN SOLDE D'EXÉCUTION REPORTÉ DE **10,602 M€**

Le **besoin de financement** se compose :

- du **solde d'exécution** (= solde des recettes et des dépenses + excédent reporté de la section d'investissement) ;
- et des restes à réaliser en recettes et en dépenses.

né lieu à l'émission d'un titre et, d'autre part, aux dépenses engagées non mandatées.

Pour l'année 2018, le **besoin de financement de la section d'investissement** s'élève à **10 601 832,06 €** (rappel 2017 = **10 661 952 €**).

Les **restes à réaliser** correspondent, d'une part, aux recettes certaines n'ayant pas don-

### SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes réelles (a)	35 314 225,36	Dépenses réelles (c)	45 689 545,76
Recettes d'ordre (b)	15 153 102,25	Dépenses d'ordre (d)	5 217 650,48
Déficit reporté (e)			(-) 9 708 972,15
<b>SOLDE D'EXÉCUTION (f) = (a) + (b) - (c) - (d) + (e)</b>			<b>(-) 10 148 840,78</b>
Restes à réaliser Recettes (g)		- Restes à réaliser Dépenses (h)	452 991,28
<b>BESOIN DE FINANCEMENT = (f) + (g) - (h)</b>			<b>(-) 10 601 832,06</b>



### III- UN RÉSULTAT À AFFECTER **5,314 M€**

Le **résultat cumulé d'exécution de la section de fonctionnement** est affecté, en priorité, à la **couverture du besoin de financement de la section d'investissement**.

#### AFFECTATION DU RÉSULTAT 2018

<b>RÉSULTAT CUMULÉ D'EXÉCUTION (a)</b>	15 915 916,96
Couverture du besoin de financement (b)	(-) 10 601 832,06
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (c) = (a) + (b)</b>	<b>5 314 084,90</b>
Couverture des restes à réaliser de la section de fonctionnement	-
<b>SOLDE À AFFECTER (e) = (c)</b>	<b>5 314 084,90</b>

(Rappel : 2017 : 490 967,76 €)

Le solde à affecter, soit **5 314 084,90 €**, permettra dans le cadre du budget supplémentaire, d'**ajuster les crédits prévus au budget primitif 2019**.



## DES RECETTES GLOBALES SOUTENUES

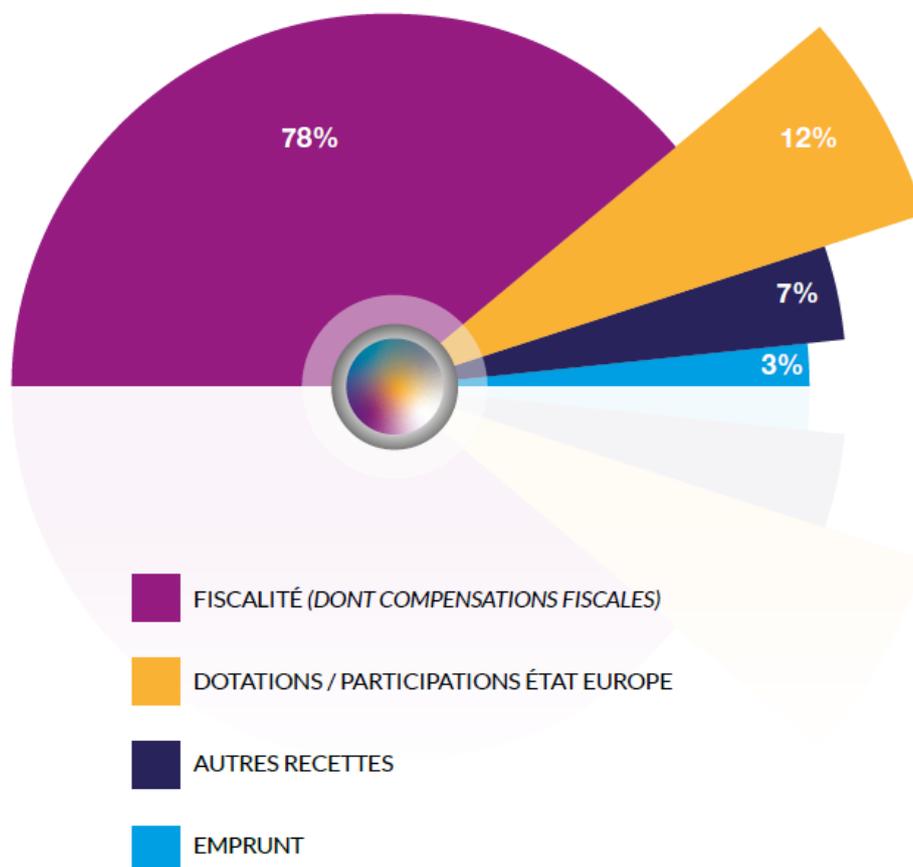
Les recettes réelles (fonctionnement et investissement) de l'exercice 2018 s'élèvent à **157,242 M€** (hors 1068).

Globalement, l'évolution des recettes réelles est de + 3,1% par rapport à 2017. Cette progression résulte essentiellement de l'évolution des recettes d'investissement (+12,6%).

### RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES

La structure de nos recettes pour 2018 est la suivante :

- le produit de la fiscalité représente 78% de nos recettes ;
- la part des dotations État et Europe représente 12% ;
- les autres recettes représentent 7% ;
- l'emprunt représente 3%.



NATURE	CA 2017	CA 2018	%
<b>FISCALITÉ (dont compensations fiscales)</b>	<b>119 272 714,18</b>	<b>123 125 263,29</b>	<b>3%</b>
<b>DOTATIONS / PARTICIPATIONS ÉTAT EUROPE</b>	<b>21 424 206,24</b>	<b>18 351 491,53</b>	<b>-14%</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>8 264 265,07</b>	<b>11 765 371,77</b>	<b>42%</b>
<b>S/TOTAL HORS EMPRUNTS</b>	<b>148 961 185,49</b>	<b>153 242 126,59</b>	<b>3%</b>
<b>EMPRUNTS</b>	<b>3 500 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>14%</b>
<b>TOTAL (hors 1068)</b>	<b>152 461 185,49</b>	<b>157 242 126,59</b>	<b>3,1%</b>
<b>TOTAL (avec 1068)</b>	<b>153 808 340,23</b>	<b>167 904 078,59</b>	<b>9,2%</b>

Le produit de la fiscalité a évolué globalement de 3%, compte tenu du dynamisme de la base taxable.

Les dotations et participations de l'Etat et de l'Europe ont baissé de 14%. Cette baisse est due à :

- l'encaissement en 2017 d'une recette du PLIE qui correspondait à une régularisation de 3 exercices (2015-2017) pour un montant de 1,7 M€. En 2018, en l'absence de convention signée, aucune recette n'a pas été comptabilisée ;
- une diminution de la DGF de 0,620 M€ ;

- un montant de FCTVA perçu en 2018 de 1,3 M€ contre 2,3 M€ en 2017.

Le poste « autres recettes » a évolué de + 42% :

- les produits de cession ont augmenté de 251,7% ;
- les subventions d'investissement ont augmenté de 177,9% ;
- les produits exceptionnels ont augmenté de 29,5%.

Enfin, compte tenu du volume des dépenses réalisées (22,455 M€) et des recettes d'investissement encaissées, le TCO a mobilisé un emprunt de 4 M€ (3,5 M€ en 2017).

## TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES RECETTES RÉELLES

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>145 005 458,66</b>	<b>148 847 853,23</b>	<b>2,6%</b>	<b>3 842 394,57</b>
<b>FISCALITÉ</b>	<b>119 272 714,18</b>	<b>123 125 263,29</b>	<b>3,2%</b>	<b>3 852 549,11</b>
<i>Fiscalité directe :</i>	<b>89 305 303,00</b>	<b>93 198 048,00</b>	<b>4,4%</b>	<b>3 892 745,00</b>
Cotisation Foncière des Entreprises	19 775 697,00	20 620 349,00	4,3%	-
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	8 512 814,00	9 216 570,00	8,3%	-
Reversement FNGIR	8 537 628,00	8 528 461,00	-0,1%	-
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	1 213 749,00	1 113 477,00	-8,3%	-
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	20 228,00	20 097,00	-0,6%	-
Taxe additionnelle à la TF sur propriétés non bâties	104 966,00	103 049,00	-1,8%	-
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	29 538 377,00	31 234 029,00	5,7%	-
Taxe d'habitation	10 611 297,00	10 791 612,00	1,7%	-
Dotation de compensation de la réforme TP	4 489 156,00	4 489 156,00	0,0%	-
Compensations fiscales	5 029 926,00	5 228 937,00	4,0%	-
Rôles supplémentaires	1 471 465,00	1 852 311,00	25,9%	-
<i>Fiscalité indirecte :</i>	<b>29 967 411,18</b>	<b>29 927 215,29</b>	<b>-0,1%</b>	<b>40 195,89</b>
Versement transport	24 819 691,70	24 699 620,92	-0,5%	-
Compensation VT	450 195,48	491 063,46	9,1%	-
Fonds d'Investissement Routier et des Transports	1 699 994,00	1 869 704,91	10,0%	-
Taxe Sur les Surfaces Commerciales	2 347 530,00	2 026 826,00	-13,7%	-
Taxe de séjour	650 000,00	840 000,00	29,2%	-
<b>DOTATIONS ÉTAT</b>	<b>13 458 347,72</b>	<b>12 838 539,93</b>	<b>-4,6%</b>	<b>619 807,79</b>
Dotation Globale de Fonctionnement	10 435 288,00	9 815 480,00	-5,9%	-
Dotation Générale de Décentralisation	3 023 059,72	3 023 059,93	0,0%	-
<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>5 819 550,72</b>	<b>4 091 229,90</b>	<b>-29,7%</b>	<b>1 728 320,82</b>
Eco-organismes	1 709 157,46	1 389 082,86	-18,7%	-
Fonds Social Européen (PLIE)	1 762 119,86	-	-100,0%	-
Région (Transports scolaires)	606 200,00	534 100,00	-11,9%	-
Participations en matière de ressources humaines	1 728 344,68	2 163 382,66	25,2%	-
Autres	13 728,72	4 664,38	-66,0%	-
<b>PARTICIPATIONS DES USAGERS</b>	<b>2 789 685,14</b>	<b>2 698 005,38</b>	<b>-3,3%</b>	<b>91 679,76</b>
Transports scolaires	2 202 874,00	1 900 953,32	-13,7%	-
Loyers, dont Zones d'activités	415 048,72	541 591,32	30,5%	-
Transports	84 093,05	220 552,85	162,3%	-
Environnement	82 229,71	8 075,47	-90,2%	-
Autres	5 439,66	26 832,42	393,3%	-
<b>CENTRE DE TRI</b>	<b>706 312,00</b>	<b>-</b>	<b>-100,0%</b>	<b>706 312,00</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>48 803,85</b>	<b>94 371,89</b>	<b>93,4%</b>	<b>45 568,04</b>
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 906 022,85</b>	<b>2 469 196,85</b>	<b>29,5%</b>	<b>563 174,00</b>
<b>PRODUITS DE CESSION</b>	<b>1 004 022,20</b>	<b>3 531 245,99</b>	<b>251,7%</b>	<b>2 527 223,79</b>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>7 455 726,83</b>	<b>8 394 273,36</b>	<b>12,6%</b>	<b>938 546,53</b>
<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>787 660,06</b>	<b>2 188 612,64</b>	<b>177,9%</b>	<b>1 400 952,58</b>
État	273 711,93	557 370,00	103,6%	-
Région	232 539,67	1 527 262,91	556,8%	-
Département	-	6 827,48	-	-
FEDER	96 811,19	28 261,84	-70,8%	-
Autres	184 597,27	68 890,41	-62,7%	-
<b>DOTATIONS ÉTAT (FCTVA)</b>	<b>2 381 984,68</b>	<b>1 370 189,86</b>	<b>-42,5%</b>	<b>1 011 794,82</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>786 082,09</b>	<b>835 470,86</b>	<b>6,3%</b>	<b>49 388,77</b>
<b>EMPRUNTS</b>	<b>3 500 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>14,3%</b>	<b>500 000,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES RÉELLES (hors 1068)</b>	<b>152 461 185,49</b>	<b>157 242 126,59</b>	<b>3,1%</b>	<b>4 780 941,10</b>
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISÉ</b>	<b>1 347 154,74</b>	<b>10 661 952,00</b>	<b>691,4%</b>	<b>9 314 797,26</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES RÉELLES (avec 1068)</b>	<b>153 808 340,23</b>	<b>167 904 078,59</b>	<b>9,2%</b>	<b>14 095 738,36</b>

Recettes réelles d'investissement, hors remboursement anticipé de dette de 16,2 M€ intervenu en 2018

## 1. DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT STABLES À STRUCTURE CONSTANTE

Globalement, les recettes de fonctionnement ont augmenté de 2,6%. Cependant, à structure constante hors mouvements exceptionnels présentés en introduction, l'évolution est de +0,53%.

### A- Les produits de la fiscalité

Au sein des recettes fiscales, hors Fonds d'Investissement Routier et des Transports (FIRT), le TCO perçoit deux types d'imposition : les impôts économiques, acquittés par les entreprises et les impôts ménages par les particuliers. Globalement, le

produit de la fiscalité (en intégrant les compensations fiscales) représente **123,125 M€** en 2018, soit +3,2% par rapport à 2017.

**Cette augmentation est liée à la seule croissance des bases car les taux de la fiscalité directe n'ont pas évolué.**

### FISCALITÉ « ENTREPRISES » +2,2%

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>FISCALITÉ ENTREPRISES</b>	<b>81 193 487,73</b>	<b>83 015 630,64</b>	<b>2,2%</b>	<b>1 822 142,91</b>
<b>Fiscalité directe :</b>	<b>51 226 076,55</b>	<b>53 088 415,35</b>	<b>3,6%</b>	<b>1 862 338,80</b>
Cotisation Foncière des Entreprises	19 775 697,00	20 620 349,00	4,3%	844 652
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	8 512 814,00	9 216 570,00	8,3%	703 756
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	1 213 749,00	1 113 477,00	-8,3%	100 272
Reversement FNGIR	8 537 628,00	8 528 461,00	-0,1%	9 167
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	4 430 756,55	4 685 104,35	5,7%	254 347,80
Dotations de compensation de la réforme TP	4 489 156,00	4 489 156,00	0,0%	-
Autres compensations CFE et CVAE	4 266 276,00	4 435 298,00	4,0%	169 022
<b>Fiscalité indirecte :</b>	<b>29 967 411,18</b>	<b>29 927 215,29</b>	<b>-0,1%</b>	<b>- 40 195,89</b>
Versement transport	24 819 691,70	24 699 620,92	-0,5%	- 120 070,78
Compensation Versement transport	450 195,48	491 063,46	9,1%	40 867,98
Fonds d'Investissement Routier et des Transports	1 699 994,00	1 869 704,91	10,0%	169 710,91
Taxe Sur les Surfaces Commerciales	2 347 530,00	2 026 826,00	-13,7%	- 320 704
Taxe de séjour	650 000,00	840 000,00	29,2%	190 000

### FISCALITÉ DIRECTE

La cotisation Économique Territoriale (29,836 M€) est répartie entre :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : 20,620 M€

En 2018, le produit de la CFE a augmenté de 4,3%, soit +0,844 M€, grâce à l'évolution de la base imposable.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : 9,217 M€

La CVAE est une recette relativement volatile qui dépend de l'évolution de la valeur ajoutée des entreprises redevables.

La progression de la CVAE est de +8,3% entre 2017 et 2018 soit +0,703 M€, compte tenu notamment des avances ou encore des régularisations constatées sur les exercices antérieurs.

## L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) : 1,113 M€

L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) a été créée pour prendre en compte certains équipements impossibles à imposer en fonction des valeurs locatives (cotisation foncière) ou des valeurs ajoutées (cotisation sur la valeur ajoutée). Il concerne les différentes technologies de production d'électricité (solaire, éolien, photovoltaïque, etc.), la téléphonie (centraux et antennes relais), le transport ou le stockage d'énergie (transformateurs électriques, installations de stockage d'hydrocarbures).

Il s'agit d'une somme forfaitaire, liée aux caractéristiques de l'équipement. Il ne s'y applique donc pas de taux, mais un montant fixe établi nationalement en fonction de la puissance, du nombre de km, etc.

La recette a diminué de 8,3% par rapport à 2017, compte tenu de la baisse du nombre d'antennes relais sur le territoire (31 en 2017 contre 23 en 2018).

## Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) : 8,528 M€

Cette recette a été mise en place suite à la suppression de la taxe professionnelle. L'évolution 2018 résulte d'un réajustement national.

## La Taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères (TEOM) : 4,685 M€

Il s'agit de la part de TEOM payée par les entreprises. Pour rappel, le TCO a décidé de limiter, à partir de 2018, les exonérations facultatives de TEOM aux seuls locaux de professionnels et d'habitation situés hors d'une desserte de collecte. Cette décision explique l'augmentation constatée en 2018.

## La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : 4,489 M€

En 2018, le mécanisme de minoration de la DCRTP prévue par la loi de finances n'a finalement pas été mis en œuvre pour les EPCI à fiscalité propre.

## Les compensations fiscales (CFE et CVAE) : 4,435 M€

Les autres recettes de la fiscalité directe comprennent essentiellement les compensations attribuées aux collectivités, suite aux exonérations décidées par l'Etat et aux différentes réformes de la fiscalité locale intervenues depuis 2011.

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>COMPENSATIONS FISCALES</b>	<b>4 266 276</b>	<b>4 435 298</b>	<b>4%</b>	<b>169 022</b>
Exonération en zones d'aménagement du territoire	3 059 436	3 169 627	3,6%	110 191
Exonération compensées pour la CVAE	1 170 860	1 245 362	6,4%	74 502
Exonération pour réduction des bases des créations d'entreprises	7 226	12 576	74,0%	5 350
Autres exonérations	-	7 733	0,0%	7 733
Dotations uniques spécifiques	28 754	-	0,0%	- 28 754

Pour 2018, les compensations fiscales représentent 4,435 M€, soit une augmentation de +0,169 M€ par rapport à 2017 :

- la compensation pour les exonérations en zone d'aménagement du territoire (3,169 M€) : +0,110 M€ ;

- la compensation des exonérations de CVAE (1,245 M€) : +0,075 M€ ;
- les autres compensations (0,021 M€) : +0,012 M€.

En 2018, la dotation unique spécifique a été supprimée (-0,028 M€).

## FISCALITÉ INDIRECTE

### Le versement transport (VT) : 24,700 M€

Le taux en vigueur du VT est inchangé depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012, soit 2%. Cette recette a

baissé de 0,5% par rapport à 2017. Enfin, le TCO a perçu pour la 2<sup>e</sup> année consécutive une compensation de 0,491 M€ au titre de cette taxe (relèvement du seuil par l'État à 11 salariés).

### ÉVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DES DÉPENSES DE TRANSPORT

	CA 2017	CA 2018
<b>Recettes (a)</b>	<b>33 429 287,72</b>	<b>33 670 292,18</b>
VT + compensation	25 269 887,00	25 190 684,38
DGD transports scolaires	3 023 059,72	3 023 059,93
Participation des familles aux transports scolaires	2 202 874,00	1 900 953,32
FIRT	1 699 994,00	1 869 704,91
Participation des collectivités aux transports scolaires	606 200,00	534 100,00
Autres recettes	627 273,00	1 151 789,64
<b>Dépenses (b)</b>	<b>40 862 100,39</b>	<b>38 614 768,64</b>
Transports des voyageurs (kar'ouest)	24 394 364,52	23 136 053,27
Transports scolaires	15 309 989,19	14 407 187,71
Charges de personnel	943 585,01	900 732,39
Autres dépenses	214 161,67	170 795,27
<b>Taux de couverture recettes transport/dépenses (a/b)</b>	<b>81,8%</b>	<b>87,2%</b>
<b>Taux de couverture recettes transport/dépenses à structure constante (a/b)</b>	<b>89,3%</b>	<b>87,2%</b>

Les déterminants du calcul du taux de couverture des dépenses de transport sont les suivants :

-en recettes (33,670 M€), il s'agit du produit du Versement Transport, de la DGD transports scolaires, des participations des familles, de la taxe carburant (FIRT) et de la participation de la Région aux transports scolaires ;

-en dépenses (38,614 M€), il est intégré l'ensemble des charges de fonctionnement relatives aux transports urbains et scolaires.

Le taux de couverture s'établit à 87,2 % en 2018, contre 89,3 % en 2017 à structure constante. Pour rappel, en 2017, le TCO a mandaté 14 mois au titre de la DSP transports urbains (3,437 M€).

### La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) : 2,026 M€

L'article 21 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 a modifié les modalités de règlement de la TASCOM pour les entreprises soumises à la majoration prévue au dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972.

À compter de 2017, les exploitants de surfaces commerciales supérieures à 2 500 m<sup>2</sup> doivent s'acquitter d'un acompte à hauteur de 50 % de la TASCOM due l'année suivante, ce qui a eu pour conséquence de majorer la TASCOM de 2017.

Pour 2018, les montants perçus correspondent :

- pour les grandes surfaces > 2 500 m<sup>2</sup> au solde 2018 et à l'acompte 2019 ;
- pour les autres redevables au montant lié à l'activité 2018.

## La Taxe de séjour : 0,840 M€

Cette recette a augmenté de 29,2% entre 2017 et 2018. Au-delà de la dynamique touristique du territoire, le TCO a déployé des

actions sur le terrain pour améliorer les bases de la taxe de séjour. À ce titre, en 2018, 36 visites sur site ont été organisées et 131 nouveaux hébergeurs non déclarés ont été identifiés.

### ÉVOLUTION DE LA TAXE DE SÉJOUR

Taxe de séjour (en €)	2014	2015	2016	2017	2018
Produit de la saison touristique	507 000	534 000	620 000	682 287 dont 0,116 M€ comptabilisés en 2018	745 300
<i>Evol N+1/N</i>	-	5%	16%	10%	9%
Comptabilisation TCO	384 279	500 000	690 000	650 000	840 000
<i>Evol N+1/N</i>	-	30%	38%	-6%	29%

« Le produit de la saison touristique » correspond à la recette réelle de l'activité de chacune des années considérées.

La « comptabilisation TCO » enregistre le produit effectivement titré dans les comptes de l'EPCI (données du compte administratif). Le décalage avec le « produit de la saison touristique » vient du fait que les recettes du 4<sup>e</sup> trimestre de l'année (N) sont déclarées en janvier de l'année suivante (N+1) et titrés en N+1.

## FISCALITÉ « MÉNAGE » +4.5%

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>FISCALITÉ MÉNAGES DIRECTE</b>	<b>36 607 761,45</b>	<b>38 257 321,65</b>	<b>4,5%</b>	<b>1 649 560,20</b>
Taxe d'habitation	10 611 297,00	10 791 612,00	1,7%	180 315
Compensation relative à la taxe d'habitation	763 650,00	793 639,00	3,9%	29 989
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	25 107 620,45	26 548 924,65	5,7%	1 441 304,20
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	20 228,00	20 097,00	-0,6%	- 131
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur propriétés non bâties	104 966,00	103 049,00	-1,8%	- 1 917

La recette relative à la fiscalité sur les ménages évolue de + 4,5% par rapport à 2017.

## La taxe d'habitation (TH) : 10,792 M€

Avec un taux de 6,82%, inchangé depuis 2012, cette recette a progressé en 2018 de 1,7%.

## La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : 26,549 M€

Il s'agit de la part de TEOM perçue sur les ménages (taux inchangé de 16% depuis 2016). Le produit progresse de 5,7% par rapport à 2017.

Cependant, la TEOM (entreprises + ménages) ne permet toujours pas de couvrir l'ensemble des dépenses liées à la collecte et au traitement des déchets ménagers. Le différentiel est financé par le budget général.

## ÉVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE

	CA 2017	CA 2018
<b>Recettes (a)</b>	<b>32 382 669,46</b>	<b>33 025 206,71</b>
TEOM	29 538 377,00	31 234 029,00
Subvention des Eco organismes	1 709 157,46	1 389 082,86
Redevance du centre de tri	706 312,00	-
Autres recettes	428 823,00	402 094,85
<b>Dépenses (b)</b>	<b>39 478 584,24</b>	<b>39 970 454,90</b>
Collecte	18 638 664,99	20 915 849,10
Traitement	14 652 902,12	12 417 657,38
Médiation	2 655 477,57	2 289 957,52
Charges de personnel	2 272 915,80	2 059 617,55
Autres dépenses	1 258 623,76	2 287 373,35
<b>Taux de couverture de la TEOM/dépenses nettes</b>	<b>81%</b>	<b>82%</b>

Le taux de couverture de la TEOM rapportée aux dépenses nettes de collecte et traitement des ordures ménagères est stable par rapport à 2017 (81% contre 82%).

### La taxe foncière sur les propriétés non bâties : 0,020 M€

Entre 2017 et 2018 la taxe foncière sur le non bâti a diminué de 0,6%. En effet, des terrains qualifiés de non bâtis ont été requalifiés en terrains bâtis.

## TAUX DE LA FISCALITÉ DIRECTE ET INDIRECTE (Référence locales)

### -BENCHMARKING-

	Fiscalité Directe					Fiscalité Indirecte
	TEOM	Taxe habitation	Taxe foncière sur le non bâti	CFE	TASCOM	VT
CIVIS	17,91	6,90	1,77	29,03	1,10	2,00
CIREST	17,00	6,84	1,79	27,60	1,00	1,80
<b>TCO</b>	<b>16,00</b>	<b>6,82</b>	<b>1,43</b>	<b>25,00</b>	<b>1,10</b>	<b>2,00</b>
CINOR	14,80	6,72	1,29	23,17	1,05	2,00
CASUD	16,70	6,70	1,75	22,76	1,05	1,80
<b>MOYENNE</b>	<b>16,48%</b>	<b>6,80%</b>	<b>1,60%</b>	<b>25,51%</b>	<b>1,06%</b>	<b>1,92%</b>

Le TCO présente :

- un taux de TEOM inférieur à 3 intercommunalités de l'île ;
- un taux de CFE inférieur à la moyenne des intercommunalités.

## B- Diminution des concours financiers de l'État

### La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 9,815 M€

En 2018, la DGF a diminué de 6% par rapport à 2017. Ainsi, le montant total de la DGF

2018 s'élève à **9,815 M€**. Cette baisse est liée à l'évolution des valeurs de points fixées au niveau national entrant dans la base de calcul de la DGF.

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	10 435 288	9 815 480	-6%	- 619 808

### La Dotation Globale de Décentralisation (DGD) : 3,023 M€

Cette recette est stable par rapport à 2017.

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
Dotation Générale de Décentralisation (DGD)	3 023 059,72	3 023 059,93	0%	-

## C- Les autres recettes de fonctionnement

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>5 819 550,72</b>	<b>4 091 229,90</b>	<b>-29,7%</b>	<b>- 1 728 320,82</b>
Eco-organismes	1 709 157,46	1 389 082,86	-18,7%	-
Fonds Social Européen (PLIE)	1 762 119,86	-	-100,0%	-
Région (Transports scolaires)	606 200,00	534 100,00	-11,9%	-
Participations en matière de ressources humaines	1 728 344,68	2 163 382,66	25,2%	-
Autres	13 728,72	4 664,38	-66,0%	-
<b>PARTICIPATIONS DES USAGERS</b>	<b>2 789 685,14</b>	<b>2 698 005,38</b>	<b>-3%</b>	<b>- 91 679,76</b>
Transports scolaires	2 202 874,00	1 900 953,32	-13,7%	-
Transports	84 093,05	220 552,85	162,3%	-
Loyers, dont Zones d'activités	415 048,72	541 591,32	30,5%	-
Environnement	82 229,71	8 075,47	-90,2%	-
Autres	5 439,66	26 832,42	393,3%	-
<b>CENTRE DE TRI</b>	<b>706 312,00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>48 803,85</b>	<b>94 371,89</b>	<b>93,4%</b>	<b>45 568,04</b>
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 906 022,85</b>	<b>2 469 196,85</b>	<b>29,5%</b>	<b>563 174,00</b>
<b>PRODUITS DE CESSION</b>	<b>1 004 022,20</b>	<b>3 531 245,99</b>	<b>251,7%</b>	<b>2 527 223,79</b>

### • Subventions et participations : 4,091 M€

En 2018, le montant des subventions et participations s'élève à 4,091 M€. La diminution de 29,7% constatée s'explique principalement par :

- Le retard pris par les services de l'Etat dans le versement de la subvention du PLIE 2018. Les subventions au titre des

programmes 2015, 2016 et 2017 ne sont toujours pas soldées (montant de 1,4 M€ attendu). La convention au titre de 2018 n'est toujours pas formalisée ;

- la baisse de la participation des Eco organismes qui évolue en fonction des tonnages collectés et d'un changement de barème en 2018. Un avenant transitoire a été validé en 2018 avec CITEO dans l'attente d'un accord définitif ;

- la participation de la Région pour les transports scolaires diminue compte tenu du nombre d'élèves transportés.

Par ailleurs, les recettes d'atténuation de charges de ressources humaines ont évolué de +25,2%. Elles comprennent :

- le financement de postes « LEADER » en année pleine pour 0,448 M€ ;
- la refacturation du personnel mis à disposition de la régie des ports : 0,356 M€ et de la GEMAPI : 0,259 M€ ;
- le financement de l'équipe Ecocité pour 0,158 M€.

Pour les autres subventions à hauteur de 0,004 M€, il s'agit du FCTVA perçue au titre des dépenses de fonctionnement 2018 éligibles à ce dispositif.

#### • **Participations des usagers : 2,698 M€**

Les participations des usagers comprennent essentiellement les recettes liées :

- aux transports scolaires ;
- aux recettes locatives.

Le volume encaissé des participations des usagers s'est élevé à 2,698 M€ en 2018, soit une baisse de -3% par rapport à 2017. Les explications de cette baisse sont les suivantes :

- les recettes relatives aux transports scolaires ont diminué compte tenu des nouvelles modalités de recouvrement des recettes Cool (+) entre la SEMTO et le TCO (1,9 M€ en 2018 / 2,2 M€ en 2017). Mais cette diminution est compensée par une écriture comptable en dépense ;
- le TCO percevait en 2017 des recettes pour valorisation des déchets relative au centre de tri. Cet équipement ayant été transféré à Ileva, la recette n'est plus perçue par le TCO (-0,065 M€).

**Les recettes locatives** ont augmenté de 30,5 % compte tenu :

- des régularisations de loyers pour les antennes relais installées au siège du TCO : +0,068 M€ ;

- de nouveaux locataires sur la Za Eco-parc : +0,047 M€ ;
- d'ajustements sur le site d'Ansellia : +0,021 M€ (12 mois de loyer en année pleine de l'occupant CYCLÉA contre 7 mois en 2017 ; révision du loyer de CADI suite à leur installation à Ansellia).

En parallèle, sur la zone de Cambaie, deux locataires ont été relogés, d'où une perte de loyers de 0,005 M€. Enfin, le bail de la rondavelle installée au port de plaisance de Saint Leu a été transféré à la régie des ports de plaisance (- 0,005 M€).

La recette liée aux transports de voyageurs (0,220 M€), autre que transports scolaires, a également augmenté (+162,3%). Cette recette correspond à deux conventions de mutualisation :

- commune de la Possession : dans le cadre de la réhabilitation de l'école Victor Hugo, réacheminement des élèves vers d'autres écoles ;
- commune de St Paul : transport des élèves entre l'Eperon et St Gilles les Hauts et transport des élèves entre deux écoles de Grand Fonds.

#### • **Centre de tri du Port**

Il n'y a plus de recette relative à la redevance d'occupation car l'équipement a été transféré à Ileva au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (recette de 0,706 M€ jusqu'en 2017).

• **Recettes exceptionnelles : 2,469 M€**

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 906 022,85</b>	<b>2 469 196,85</b>	<b>29,5%</b>	<b>563 174,00</b>
Rattachements non suivis d'effet	520 288,84	948 283,66	82,3%	427 994,82
Pénalités sur marchés	94 430,00	1 022 844,28	983,2%	928 414,28
Avoirs et régularisations sur marchés	851 937,78	165 244,00	-80,6%	- 686 693,78
Refacturation des prestations aux budgets annexes	362 725,97	206 176,41	-43,2%	- 156 549,56
Autres	76 640,26	126 648,50	65,3%	50 008,24

Les produits exceptionnels comprennent :

- des rattachements 2017 non suivis d'effet à hauteur de 0,948 M€, soit 10,3% du montant rattaché en 2017;
- des pénalités appliquées sur marchés : transports urbains et laires (0,922 M€), marchés de travaux du siège (0,056 M€) ;
- des avoirs et régularisations : 0,165 M€ (cette somme correspond à des rem-

boursements de taxe foncière pour des bâtiments mis à disposition, le centre de tri par ILEVA notamment) ;

- des refacturations aux budgets annexes : ports de plaisance (0,203 M€ dont frais de gardiennage) et GE-MAPI (0,003 M€) ;
- une recette exceptionnelle de 0,120 M€ (réajustement de la subvention versée à l'OTI, compte tenu du montant encaissé de la taxe de séjour).

• **Produits de cession : 3,531 M€**

Ces produits correspondent aux cessions suivantes :

- vente du bâtiment d'Ansellia au Département (bâtiment E et hall d'accueil du bâtiment D) : 3,164 M€ ;

- vente de 1 688 actions de Tamarun au Département : 0,337 M€ ;
- vente de divers véhicules aux enchères: 0,030 M€.

## 2. DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT EN AUGMENTATION

	CA 2017	CA 2018	Évolution	
			%	en €
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT (hors 1068)</b>	<b>7 455 726,83</b>	<b>8 394 273,36</b>	<b>12,6%</b>	<b>938 546,53</b>
<b>SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>787 660,06</b>	<b>2 188 612,64</b>	<b>177,9%</b>	<b>1 400 952,58</b>
État	273 711,93	557 370,00	-	-
Région	232 539,67	1 527 262,91	-	-
Département	-	6 827,48	-	-
FEDER	96 811,19	28 261,84	-	-
Autres	184 597,27	68 890,41	-	-
<b>DOTATIONS ÉTAT (FCTVA)</b>	<b>2 381 984,68</b>	<b>1 370 189,86</b>	<b>-42,5%</b>	<b>- 1 011 794,82</b>
<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>786 082,09</b>	<b>835 470,86</b>	<b>6,3%</b>	<b>49 388,77</b>
<b>EMPRUNTS</b>	<b>3 500 000,00</b>	<b>4 000 000,00</b>	<b>14,3%</b>	<b>500 000,00</b>

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 8,394 M€, (hors 1068) soit une augmentation de 12,6 % par rapport à 2017.

• **Les subventions d'équipement : 2,188 M€**

Les subventions encaissées ont représenté 2,188 M€ en 2018, soit +177,9% par rapport à 2017. Le TCO a notamment perçu des acomptes sur subventions pour les opéra-

tions suivantes : l'Ecole d'Enseignement Artistique Intercommunale de l'Ouest (0,635 M€), la zone d'activité de Bras Mont Vert (0,474 M€), le Pôle d'échange de St Gilles les Hauts (0,340 M€) et la rénovation de l'espace numérique & artistique de LENA (0,108 M€).

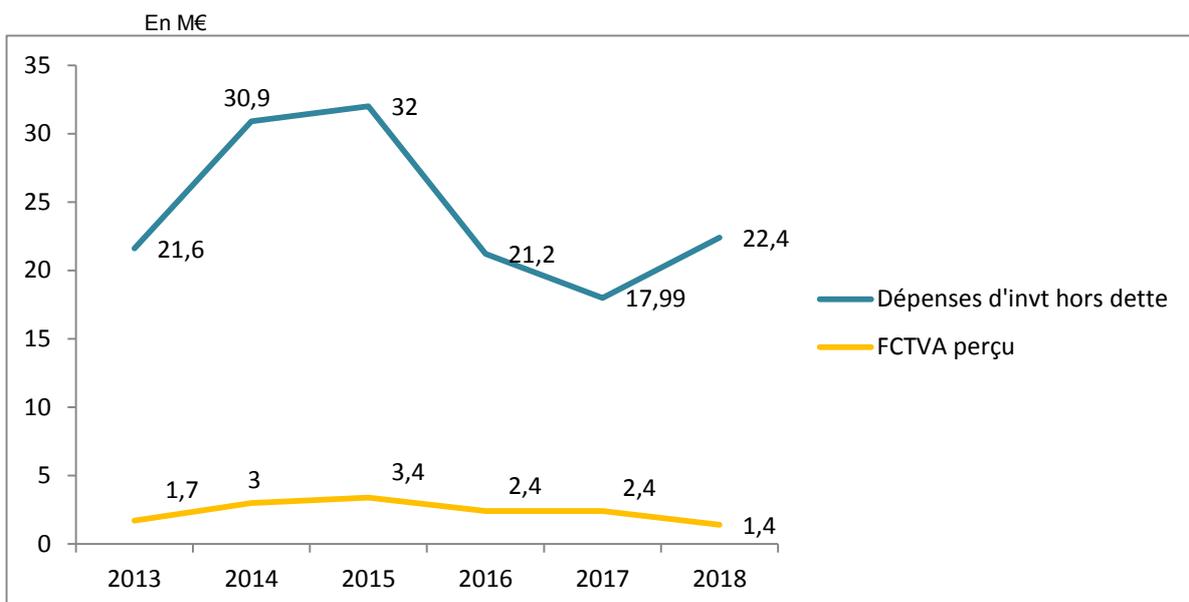
Opérations ayant donné lieu à une subvention de la Région en 2018:		1 527 262,91
Ecole d'Enseignement Artistique Intercommunale de l'Ouest		634 900,77
Pôle d'échange St Gilles les Hauts		340 843,05
Arrêts bus		263 935,30
Schéma d'aménagement tranche 1 Cambaie		91 198,21
Schéma directeur des espaces publics		74 435,54
LENA		70 000,00
Etude préliminaire axe mixte		38 265,04
ZA Pointe des Châteaux		7 065,46
SLO St Paul		6 619,54
Opérations ayant donné lieu à une subvention de l'Etat en 2018:		557 370,00
Extension Bras Mont Vert		474 055,69
LENA		38 859,25
NPNRU Ariste Bolon		24 900,00
Etude préliminaire axe mixte		19 555,06

• **Le FCTVA : 1,370 M€**

La recette perçue s'est élevée à 1,4 M€ en 2018, pour un volume de dépenses réelles

éligibles de 8,381 M€ (correspondant au 4e trimestre de 2017 et les 3 premiers trimestres de 2018).

**ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES HORS DETTE ET DU FCTVA PERÇU**



Le FCTVA représente 6,25% du financement des investissements en 2018.

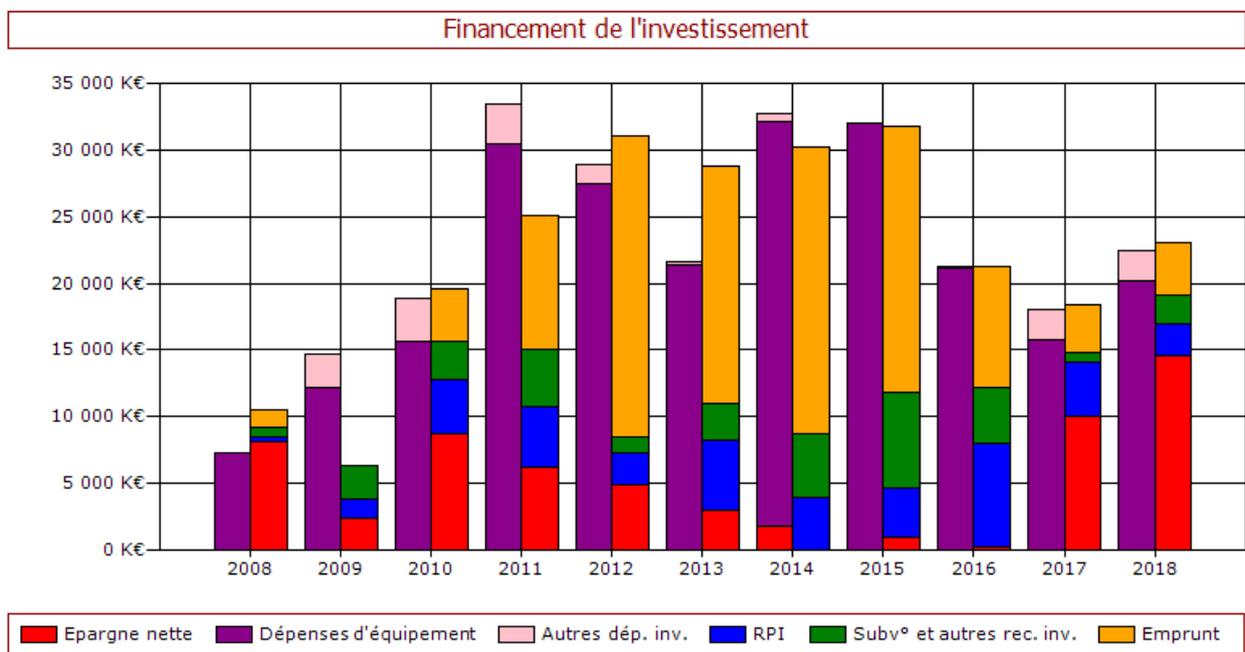
• **Les autres recettes : 0,835 M€**

Ileva a remboursé au TCO le capital des emprunts relatifs à des équipements de traitement des déchets qui lui ont été transférés depuis le 29 janvier 2014, soit 0,821 M€. Ce poste enregistre également les dépôts de caution des loyers ainsi que les remboursements de subvention d'équipement versés à tort.

• **L'emprunt : 4 M€**

Aussi, **4 M€ ont été mobilisés en 2018**, contre 3,5 M€ en 2017, soit +14% pour un montant d'investissement en progression de 25%.

Cet emprunt devait permettre le paiement en fin d'année d'une partie des terrains pour Cambaie. Cette acquisition a été décalée à 2019.



Le tableau de financement des investissements sur 6 ans montre un recours important à l'emprunt de 2013 à 2016. Depuis 2017,

l'épargne nette dégagée a été renforcée. Elle est désormais cohérente avec le volume des investissements à financer.

# DES DÉPENSES EN FAVEUR DES POLITIQUES PUBLIQUES RENFORCÉES

Les dépenses réelles (fonctionnement et investissement) de l'exercice 2018 s'élèvent à **152,953 M€** (+0,60% par rapport à 2017).

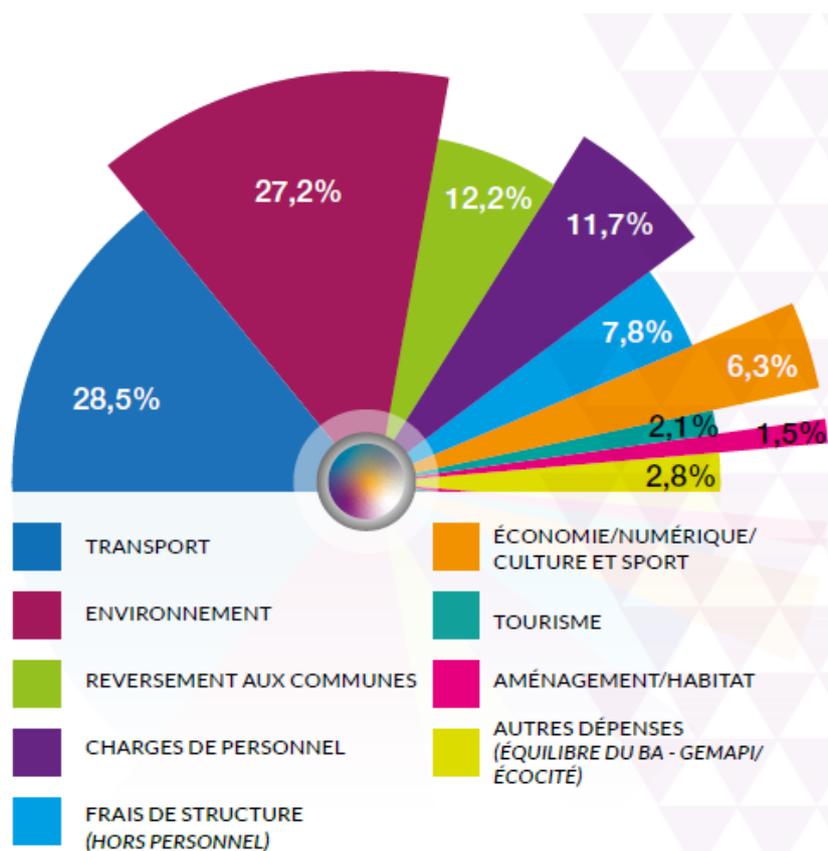
Les dépenses sont constituées principalement des postes suivants :

- les transports publics urbains et scolaires ;

- l'environnement (collecte et traitement des déchets) ;
- les reversements de fiscalité aux communes ;
- les frais de personnel.

Ces postes représentent près de 80% des dépenses réelles.

## RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES



Nos dépenses réelles de fonctionnement diminuent globalement de 3% (soit en volume, -3,816 M€).

Cette baisse s'explique principalement par le réajustement de l'attribution de compensation, suite aux transferts des compétences économiques et de la GEMAPI (-1,2 M€) et la

poursuite de maîtrise de la masse salariale (-1 M€).

À structure constante (hors mouvements exceptionnelles présentés en introduction), les charges de fonctionnement ont baissé de 1,6 %.

## TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES DÉPENSES RÉELLES

	CA 2017		CA 2018		Évolution		
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	%	€	
<b>POLITIQUES PUBLIQUES</b>	<b>Une agglomération bâtitriceuse</b>		<b>18 432 366,99</b>		<b>27,1%</b>	<b>3 929 450</b>	
	<b>14 502 916,94</b>		<b>13 560 561,96</b>				
		<b>4 744 789,29</b>	<b>9 758 127,65</b>	<b>4 871 805,03</b>	<b>13 560 561,96</b>		
	Ecocité (avec foncier Cambaie)	2 000,00	453 547,16	-	3 390 858,48	-	-
	Aménagement / Habitat	120 299,00	1 775 192,00	69 145,25	2 289 124,75	-	-
	Economie	301 948,00	4 504 057,32	560 121,98	4 739 702,07	-	-
	LEADER	50 070,00	-	145 089,76	-	-	-
	Tourisme	1 971 383,00	488 447,04	1 992 191,82	414 713,63	-	-
	Subvention d'équilibre du BA ports de plaisance	492 000,00	144 762,07	250 000,00	482 294,56	-	-
	Développement numérique	2 754,29	166 540,22	83 679,17	38 913,50	-	-
	Insertion	720 014,00	-	791 467,88	-	-	-
Culture	993 514,00	1 415 323,23	948 151,99	2 166 120,78	-	-	
Sport	90 807,00	810 258,61	31 957,18	38 834,19	-	-	
<b>Une agglomération durable</b>	<b>82 999 824,33</b>		<b>86 095 966,12</b>		<b>3,7%</b>	<b>3 096 142</b>	
	<b>78 961 708,37</b>	<b>4 038 115,96</b>	<b>78 196 939,88</b>	<b>7 899 026,24</b>			
Environnement	38 972 552,00	1 511 152,42	39 729 625,67	1 861 591,50	-	-	
<i>dont collecte</i>	18 638 664,99	-	20 915 849,10	-	-	-	
<i>dont traitement</i>	14 652 902,12	-	12 417 657,38	-	-	-	
<i>dont fourrière</i>	1 481 804,80	-	1 349 222,01	-	-	-	
<i>dont médiation</i>	2 940 556,73	-	2 759 523,83	-	-	-	
<i>dont autres charges</i>	1 258 623,76	-	2 287 373,35	-	-	-	
Transports	39 918 515,00	2 360 067,75	37 714 036,25	5 946 594,19	-	-	
<i>dont transports urbains</i>	24 394 364,52*	-	23 136 053,27	5 917 605,50	-	-	
<i>dont transports scolaires</i>	15 309 989,19	-	14 407 187,71	28 988,69	-	-	
Subvention d'équilibre du BA GEMAPI	56 293,77	-	719 867,62	90 840,55	-	-	
Autres	14 347,60	166 895,79	33 410,34	-	-	-	
<b>Une agglomération responsable</b>	<b>54 587 092,92</b>		<b>48 424 680,13</b>		<b>-11,3%</b>	<b>-6 162 413</b>	
	<b>43 596 529,85</b>	<b>10 990 563,07</b>	<b>40 418 707,35</b>	<b>8 005 972,78</b>			
Finances et évaluation	22 921 516,01	8 742 933,09	20 963 602,51	7 161 732,45	-	-	
<i>dont Attribution de compensation</i>	19 811 652,00	-	18 628 455,00	-	-	-	
<i>dont Provisions</i>	50 000,00	-	20 600,00	-	-	-	
<i>dont Dette</i>	2 618 452,64	6 791 762,23	2 115 498,43	7 010 032,45	-	-	
<i>dont Charges exceptionnelles</i>	441 411,37	1 951 170,86	199 049,08	151 700,00	-	-	
Ressources Humaines	18 935 158,56	-	17 915 213,96	13 991,08	-	-	
<i>dont Personnel</i>	17 541 876,96	-	16 524 597,87	-	-	-	
<i>Dont Elus + Groupes d'Elus</i>	971 900,00	-	926 633,01	-	-	-	
<i>dont Autres (formation, honoraires, TCOS, assurance RH...)</i>	421 381,60	-	463 983,08	-	-	-	
Système d'information et des organisations	247 977,62	187 762,51	273 740,99	286 520,88	-	-	
Patrimoine (hors politiques publiques)	778 776,98	1 922 393,68	620 022,86	417 248,56	-	-	
Administration générale	713 100,68	137 473,79	646 127,03	126 479,81	-	-	
<i>Dont Direction générale</i>	19 000,00	-	19 000,00	-	-	-	
<i>Dont Affaires générales</i>	173 907,31	-	234 691,47	-	-	-	
<i>Dont Commande publique</i>	91 957,62	37 876,94	46 220,84	12 530,41	-	-	
<i>Dont Moyens généraux</i>	248 537,65	93 975,94	246 191,71	106 433,60	-	-	
<i>Dont Coopération décentralisée</i>	32 924,75	-	2 880,00	-	-	-	
<i>Communication</i>	146 773,35	5 620,91	97 143,01	7 515,80	-	-	
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES HORS DETTE (intérêts / capital) ET HORS FONCIER ÉCOCITÉ</b>	<b>142 660 595,16</b>		<b>141 501 559,33</b>		<b>-0,8%</b>	<b>-1 159 036</b>	
	<b>124 684 574,87</b>	<b>17 976 020,29</b>	<b>121 371 953,83</b>	<b>20 129 605,50</b>			
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES HORS DETTE (intérêts / capital)</b>	<b>142 679 619,32</b>		<b>143 827 482,36</b>		<b>0,8%</b>	<b>1 147 863</b>	
	<b>124 684 574,87</b>	<b>17 995 044,45</b>	<b>121 371 953,83</b>	<b>22 455 528,53</b>			
<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES</b>	<b>152 089 834,19</b>		<b>152 953 013,24</b>		<b>0,6%</b>	<b>863 179</b>	
	<b>127 303 027,51</b>	<b>24 786 806,68</b>	<b>123 487 452,26</b>	<b>29 465 560,98</b>			

Dépenses réelles d'investissement, hors remboursement anticipé de dette de 16,2 M€ intervenu en 2018

\* dont 3,437 M€ correspondant aux factures de novembre et décembre 2016. A structure constante, l'évolution du poste "transports urbains" est de 10%. La priorité "une agglomération durable" évoluerait de 8% après ce retraitement.

## 1. UNE AGGLOMÉRATION BATISSEUSE (18,432 M€)

### ÉCOCITÉ, foncier inclus (3,390 M€)

#### *En fonctionnement :*

Il n'y a pas eu d'appel à cotisation 2018 pour l'INTA en 2018.

#### *Investissement : +648% (3,390 M€)*

Diverses études stratégiques pour l'aménagement de la zone de Cambaie ont été finalisées en 2018: étude préliminaire de l'axe mixte (0,397 M€), schéma d'aménagement tranche 1 de Cambaie (0,223 M€) et schéma directeur des espaces publics (0,164 M€). En outre, le TCO a procédé à l'acquisition d'une partie du foncier de Cambaie (2,325 M€).

### AMÉNAGEMENT (2,358 M€)

#### *Fonctionnement : -43% (0,069 M€)*

Le volume de subventions a diminué en 2018. Le paiement de certaines actions a été décalé en 2019 en l'absence de pièces justificatives.

#### *Investissement : +29% (2,289 M€)*

En 2018, le TCO a procédé aux versements de fonds de concours pour les projets suivants :

- ANRU du Port : 1,238 M€ ;
- financement de la piste de la Rivière des galets : 0,061 M€ ;
- aide à la pierre : 0,040 M€.

En matière d'habitat, deux études ont donné lieu à un rapport final (LTS communaux du Port et étude pré-opérationnelle RHS sur St Paul pour un coût de 0,230 M€).

### ÉCONOMIE (5,299 M€)

#### *Fonctionnement : + 86% (0,560 M€)*

Cette augmentation est liée essentiellement au transfert des zones d'activités communales au TCO, avec de nouveaux coûts de fonctionnement pour l'EPCI (entretien des espaces verts notamment).

#### *Investissement : +5% (4,739 M€)*

En 2018, le TCO a procédé au rachat du foncier de la zone d'activités de la Pointe des Châteaux (2,9 M€) auprès de l'EPFR. Le dé-

marrage des travaux est prévu en 2019. Enfin, 1,649 M€ ont été consacrés à l'extension de la zone d'activité de Bras Montvert.

### LEADER (0,145 M€)

Dans le cadre du programme Européen LEADER, le TCO reverse aux chambres consulaires une quote-part de la recette perçue pour les frais de fonctionnement du personnel affecté à cette mission. 2018 correspond à une année pleine de fonctionnement.

### TOURISME (2,406 M€)

#### *Fonctionnement : +1% (1,992 M€)*

Globalement, le budget consacré à cette compétence a progressé de 1% par rapport à 2017. Les postes ayant connu une augmentation sont les suivants :

- le reversement de la taxe de séjour à l'OTI (le montant reversé correspond au montant encaissé de 0,840 M€, soit + 29%) : + 0,190 M€ ;
- la gestion du camping (+ 0,020 M€) et de la Pointe de Trois Bassins (+ 0,025 M€) : le TCO a compensé notamment l'impact financier de la fin des contrats aidés : +0,045 M€ ;
- les coûts de fonctionnement de l'espace de loisir du littoral sud St Leu (nettoyage des espaces d'eaux) : +0,014 M€ ;
- la maintenance des équipements des ports : 0,005 M€.

Il convient de noter, par ailleurs, que les postes ci-dessous ont baissé :

- les frais de gardiennage sur les 3 ports : -0,129 M€ (le gardiennage par ronde a été privilégié, plutôt que le gardiennage permanent);
- les actions en matière d'animation touristique compte tenu des demandes présentées: -0,059 M€ ;
- la subvention à l'OTI : -0,037 M€ au regard de la dynamique du produit de la taxe de séjour ;
- la gestion du four à chaux : -0,010 M€ en fonction des dépenses réellement effectuées dans le cadre de la DSP.

### **Investissement : -15% (0,415 M€)**

Ce poste enregistre en 2018 les dépenses du sentier littoral de Saint Paul portées par l'ONF (0,309 M€) et divers travaux pour 0,105 M€ (sentier littoral de Saint Leu, camping et Pointe de Trois Bassins notamment).

### **RÉGIE DES PORTS DE PLAISANCE (0,732 M€)**

#### **Fonctionnement : -0,49% (0,250 M€)**

Compte tenu du résultat positif de l'exercice 2017 du budget annexe des ports de plaisance (0,362 M€), la subvention d'équilibre du budget principal a été ajustée en conséquence.

### **Investissement : +233% (0,482 M€)**

Les dépenses réalisées en 2018 concernent essentiellement :

- le paiement des avances à la SPL Mairaina pour le suivi des travaux d'aménagement sur les trois ports de plaisance (0,205 M€) ;
- des travaux de désensablement à St Gilles et St Leu (0,106 M€) ;
- des interventions sur les pontons de St Leu notamment (0,100 M€) ;
- des interventions ponctuelles telles que contrôles techniques et règlementaires : (0,052 M€) ;
- l'acquisition de matériels informatiques divers (0,018 M€).

### **DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE (0,122 M€)**

#### **Fonctionnement : +2938% (0,083 M€)**

Cette augmentation est liée à la charge annuelle de la Carte de Vie Quotidienne (CVQ) (0,062 M€) déployée à la rentrée scolaire 2018/2019.

### **Investissement : -77% (0,039 M€)**

Compte tenu de la mise en œuvre de la CVQ en 2018, l'essentiel des investissements avait été réalisé jusqu'en 2017.

Dans le cadre du développement numérique du territoire, des travaux ont été initiés pour la mise en place d'un village numérique sur le site d'Ansellia (0,039 M€).

### **INSERTION (0,791 M€)**

#### **Fonctionnement : +10% (0,791 M€)**

Les actions en matière d'insertion se font par le biais de prestations de service ou de subventions. L'écart par rapport à 2017 s'explique par le souhait des élus d'augmenter le nombre d'actions en faveur de l'insertion par l'activité économique, pour les personnes les plus éloignées de l'emploi.

### **CULTURE (3,114 M€)**

#### **Fonctionnement : -5% (0,948 M€)**

Le montant de la subvention versée à la Régie d'Enseignement Artistique (REA) a été réajusté en fonction des dépenses effectivement exécutées.

### **Investissement : +53% (2,166 M€)**

Les travaux de gros œuvres de l'Ecole d'Enseignement Artistique Intercommunale de l'Ouest se sont poursuivis (volume mandaté = 1,7 M€ sur un coût total de l'opération de 3,7 M€).

### **SPORT (0,070 M€)**

#### **Fonctionnement : -65% (0,032 M€)**

Ce poste enregistre en 2018, les coûts de fonctionnement du pôle loisir nature de Dos d'Ane (gardiennage et entretien des espaces verts).

La manifestation « jeux interco » a dû être annulée en fin d'année à cause du mouvement social des gilets jaunes.

### **Investissement : -95% (0,038 M€)**

Après les difficultés rencontrées sur le chantier et une analyse des coûts de fonctionnement du pôle loisir nature de Dos D'Ane, les travaux ont été arrêtés. Il est à souligner qu'après plusieurs appels à projet non fructueux, le TCO lancera en 2019 un marché d'intermédiation immobilière pour permettre la valorisation de ce bien.

## 2. UNE AGGLOMÉRATION DURABLE (86,095 M€)

### ENVIRONNEMENT (41,591 M€)

**Fonctionnement : +2% (39,729 M€)**

Globalement, le budget de fonctionnement augmente de 0,757 M€, soit + 2%, en intégrant deux dépenses exceptionnelles :

- une provision pour Ileva à hauteur de 0,917 M€ (demande de la Région de se retirer du comité syndical) ;
- une indemnité fixée par le tribunal en faveur de Nicollin à hauteur de 0,702 M€ (intégrant des pénalités) sur un marché annuel de 10 M€.

Les dépenses liées à la collecte s'établissent à 20,916 M€ (soit +12% contre 18,640 M€ en 2017 : indemnité Nicollin, lutte contre la dengue et des marchés globalement plus chers qu'en 2017 : vidage des caissons, exploitation des déchèteries, collecte des déchets). Celles liées au traitement représentent un volume de 12,418 M€ (soit -15% par rapport à 2017 : 14,652 M€). Pour mémoire, avec le transfert du centre de tri à Ileva au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le coût de fonctionnement de l'équipement a été mutualisé avec les autres EPCI.

**Investissement : +23% (1,861 M€)**

L'année 2018 a été marquée essentiellement par des travaux de réhabilitation de la fourrière animale de Cambaie (0,390 M€) et des déchèteries existantes (0,128 M€). De plus, les dotations en équipements et matériels de collecte ont augmenté de 5% par rapport à 2017, soit une enveloppe annuelle de 1,2 M€.

### TRANSPORT (43,660 M€)

**Fonctionnement : -6% (37,714 M€)**

En 2017, ce poste enregistre des régularisations de deux mensualités 2016 relatives à la DSP transports urbains (3,437 M€). De ce fait, 2018 correspond à une année pleine, avec douze mois de facturation.

À structure constante les dépenses liées aux transports de voyageurs s'élèvent à

23,136 M€ (soit +10% contre 20,957 M€ en 2017 : effet révision de prix + nouvelles prestations). Le TCO a consacré 14,407 M€ en 2018 aux transports scolaires.

**Investissement : + 152% (5,946 M€)**

En 2018, le TCO a initié un nouveau programme d'acquisition de bus affectés aux transports urbains (4,346 M€). Au PPI 2018-2020 c'est une enveloppe globale d'acquisition de 13,440 M€ qui est prévue. Cette nouvelle stratégie doit permettre à la collectivité de réduire progressivement le coût de la DSP « Transport urbain » en fonctionnement.

### GEMAPI (0,811 M€)

**Fonctionnement : + 1179% (0,719 M€)**

Ce montant correspond à la participation du budget général à l'équilibre du budget annexe GEMAPI au titre de 2018.

**Investissement : (0,090 M€)**

Les investissements sont portés par le budget annexe GEMAPI. Les 0,090 M€ correspondent à l'étude pour le transfert de la GEMAPI et de la compétence eau et assainissement.

## 3. UNE AGGLOMÉRATION RESPONSABLE (48,424 M€)

### FINANCES ET ÉVALUATION (28,124 M€)

**Fonctionnement : -9% (20,963 M€)**

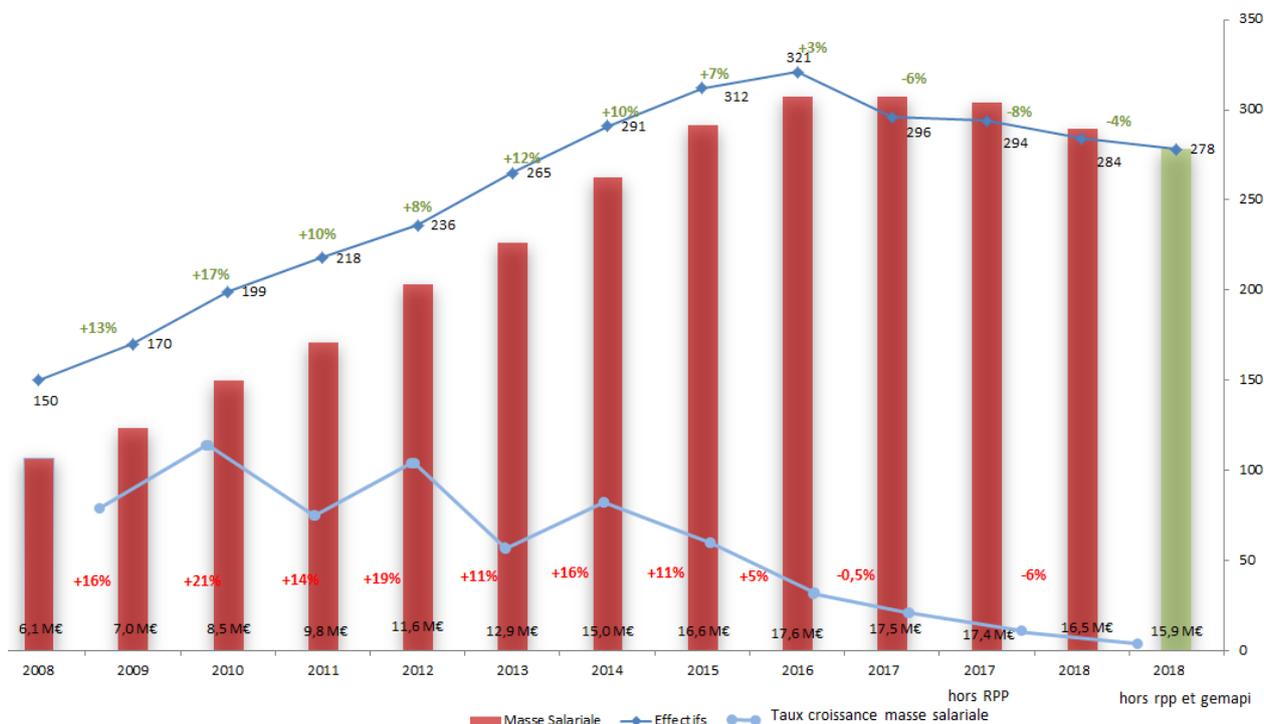
La baisse observée est liée, d'une part, au réajustement de l'attribution de compensation en faveur des communes, suite au transfert des compétences GEMAPI et zones d'activités et, d'autre part, à des charges financières de la dette en diminution.

**Investissement : -18% (7,161 M€)**

Cette baisse s'explique par une dépense de régularisation comptabilisée sur l'exercice 2017 (subventions reversées à ILEVA suite aux transferts des équipements). Il n'y a pas de dépense équivalente en 2018.

## RESSOURCES HUMAINES (17,929 M€)

### ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF ET DE LA MASSE SALARIALE DE 2008 À 2018



#### Fonctionnement : -5% (17,915 M€)

Pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, la masse salariale a diminué, soit - 5,8 % par rapport à 2017. Le TCO poursuit ainsi la maîtrise de ses frais de personnel.

Les crédits relatifs aux indemnités des élus ont également baissé de 5% (modulation mise en œuvre en fonction de la participation des élus aux réunions du TCO : conseils, bureaux communautaires et commissions d'appels d'offres).

#### Investissement : (0,014 M€)

Une dépense de 0,013 M€ correspond à l'acquisition de défibrillateurs pour les bâtiments du TCO.

#### SYSTÈME D'INFORMATION ET DES ORGANISATIONS (0,560 M€)

##### Fonctionnement : +10% (0,273 M€)

Il s'agit des dépenses liées au support, la maintenance et le développement des systèmes d'information de l'EPCI.

L'augmentation constatée résulte de la migration technique des logiciels de gestion financière et des ressources humaines (intervenu au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2018). Le TCO a également intégré de nouveaux applicatifs métiers (cartable électronique des élus...).

#### Investissement : +53% (0,286 M€)

Cette progression est le corollaire des migrations de logiciels et nouveaux outils. Elles ont généré l'acquisition de licence (0,062 M€) permettant l'accès à des modules complémentaires comme le suivi du Plan Pluriannuel d'Investissement sur le volet financier ou l'automatisation et la propagation réglementaire sur le volet RH.

#### PATRIMOINE (hors politiques publiques) (1,038 M€)

##### Fonctionnement : -20% (0,620 M€)

Ce poste diminue suite à la mise en œuvre du plan d'économies (résiliation du bail d'un hangar situé au Port).

**Investissement : -78% (0,417 M€)**

Il est à souligner que les crédits consacrés à la réhabilitation du siège représentaient une enveloppe de 1,5 M€ en 2017. En 2018, les

soldes facturés se sont élevés à 0,286 M€, portant le coût final des travaux de réhabilitation du siège à près de 14 M€.

**MISSIONS GÉNÉRALES (0,312 M€)**  
 (Affaires générales et commande publique)

**Fonctionnement : +5% (0,300 M€)**

Cette augmentation est liée aux différents contentieux ouverts (dont celui de Cambaie). Nos avocats ont été sollicités, aussi bien pour

des consultations juridiques que pour l'assistance aux plaidoiries.

**Investissement : -67% (0,012 M€)**

Il s'agit des frais d'insertion dont l'évolution dépend de la programmation des marchés.

**MOYENS GÉNÉRAUX (0,352 M€)**

**Fonctionnement : -0,80% (0,246 M€)**

Le TCO continue à optimiser son train de vie dans le cadre du plan d'économies sur les frais généraux :

	CA 2017	CA 2018	Evolution	
			%	en €
<b>parc auto</b>	127 969,86	95 457,69	-25%	- 32 512,17
<b>alimentation</b>	10 489,95	8 250,51	-21%	- 2 239,44
<b>réception</b>	29 735,06	19 175,39	-36%	- 10 559,67

**Investissement : +13% (0,106 M€)**

En 2018, le TCO a investi dans un appareil de nettoyage des locaux utilisant uniquement des produits biodégradables (coût total :

0,024 M€). Ce matériel a fait l'objet d'une subvention de l'ADEME à hauteur de 0,017 M€.

**COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE (0,003 M€)**

**Fonctionnement : -91% (0,003 M€)**

Le TCO a valorisé en 2018 un séminaire pour l'Association Internationale des Villes Portuaires (AIVP).

**COMMUNICATION (0,104 M€)**

**Fonctionnement : -33% (0,097 M€)**

En 2017, le TCO avait revisité sa stratégie de communication pour un coût de 0,047 M€.

En 2018, l'enveloppe de 0,097 M€ correspond à des articles de presse relatifs au TCO dans les journaux locaux ou sur les sites internet.

**Investissement : +34% (0,007 M€)**

En 2018, le TCO a procédé à l'acquisition de matériels afin de garantir la qualité des reportages réalisés sur le terrain.

# L'ÉPARGNE : DES NIVEAUX JAMAIS ATTEINTS

L'épargne brute correspond au solde des recettes réelles de fonctionnement et des dépenses réelles de fonctionnement. **L'épargne brute de 2018 s'élève à 21,8 M€.** L'épargne nette correspond à l'épargne brute, auquel il convient de déduire le rembourse-

ment du capital de la dette. **Pour 2018, l'épargne nette s'élève à 14,8 M€** (avec mouvements exceptionnels) et à 13,5 M€ (hors mouvements exceptionnels).

## ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE DE 2008 À 2018

En millions d'euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
(+) Recettes réelles de fonctionnement	105,1	108,2	116,4	117,8	124,8	129,9	137,7	135,4	143,4	145,0	148,8
Dont cessions	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	0,3	0,8	0,0	5,3	1,0	3,5
Dont recettes exceptionnelles (chapitre 77)	2,3	1,3	3,9	1,3	1,2	2,1	6,3	3,4	4,8	1,9	2,5
Dont recettes hors exceptionnelles	103,1	106,9	112,5	116,1	123,4	127,5	130,6	132,0	133,2	142,1	143,9
(-) Dépenses réelles de fonctionnement	96,8	103,5	106,3	111,0	117,7	123,5	133,1	129,0	131,6	127,3	123,5
Dont dépenses exceptionnelles (chapitre 67)	0,5	2,3	0,3	0,0	2,0	0,0	3,0	0,3	3,5	1,1	1,2
Dont dépenses hors exceptionnelles	96,3	101,2	106,0	111,0	115,7	123,5	130,1	128,7	128,1	126,2	122,3
<b>(=) Epargne brute (hors cessions)</b>	<b>8,3</b>	<b>4,7</b>	<b>10,1</b>	<b>6,4</b>	<b>7,0</b>	<b>6,1</b>	<b>3,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>16,7</b>	<b>21,8</b>
(-) Remboursement du capital	1,3	1,1	1,4	1,3	2,0	3,2	4,2	5,4	6,2	6,8	7,0
<b>(=) Epargne nette dégagée (hors cessions)</b>	<b>7,0</b>	<b>3,6</b>	<b>8,7</b>	<b>5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>3,0</b>	<b>(-)0,40</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>10,0</b>	<b>14,8</b>
<b>(=) Epargne nette dégagée hors autres mouvements exceptionnels</b>	<b>5,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,7</b>	<b>0,8</b>	<b>(-) 3,7</b>	<b>(-) 2,1</b>	<b>(-) 1,1</b>	<b>9,1</b>	<b>14,6</b>

En 2018, les recettes exceptionnelles sont composées de produits de cessions à hauteur de 3,531 M€ et d'autres recettes pour 2,469 M€ :

- des rattachements non suivis d'effet (0,948 M€) ;
- des pénalités appliquées sur marchés (1,023 M€ dont transports urbains et scolaires 0,922 M€) ;
- des avoirs et régularisations (0,165 M€) ;
- des refacturations aux budgets annexes (0,206 M€) ;
- un réajustement de la subvention versée à l'OTI (0,120 M€).

En 2018, les dépenses exceptionnelles sont composées :

- d'annulation de titres antérieurs (0,606 M€) ;
- de la subvention d'équilibre pour le budget annexe des ports de plaisance (0,250 M€) ;
- du paiement d'intérêts moratoires (0,128 M€) ;
- d'une transaction relative à la déchèterie de la Chaloupe St Leu (0,108 M€) ;
- du paiement d'une indemnité à l'AFD pour non réalisation d'un prêt mobilisé en 2018 (0,075 M€) ;
- autres dépenses (0,080 M€).



# L'ENDETTEMENT :

## UNE DETTE REMBOURSABLE SUR 4 ANS



### 1. LA DETTE PROPRE DU TCO (HORS BUDGET ANNEXE GEMAPI)

#### ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE ET DU RATIO DYNAMIQUE DE DÉSENDETTEMENT (RDD) DE 2008 À 2018

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Encours SANS Cambaie	17	17	19	28	48	63	80	95	98	94	86
Encours AVEC Cambaie	17	17	19	28	48	63	80	95	103	100	92
RDD SANS Cambaie	2	5	2	4	7	10	21	15	15	5	4,0
RDD AVEC Cambaie	2	5	2	4	7	10	21	15	16	6	4,2

L'encours de dette baisse pour la 2<sup>e</sup> année consécutive et s'établit à 86,174 M€ (hors foncier de Cambaie : -8,7%) et 92,123 M€ (en incluant le foncier de Cambaie : -7,8%) pour 2018.

Pour 2018, l'enveloppe mobilisée au titre de nouveaux emprunts s'élève à 4 M€.

**Il est à souligner que 100% de l'encours de dette se situe dans la catégorie A1\* de la charte de bonne conduite de Gissler.**

*\*Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).*

Le ratio dynamique de désendettement (encours de la dette rapporté à l'épargne brute) est un indicateur de la solvabilité de notre collectivité pour son endettement futur. Il indique la durée de remboursement de la dette si la totalité de l'épargne brute y était consacrée.

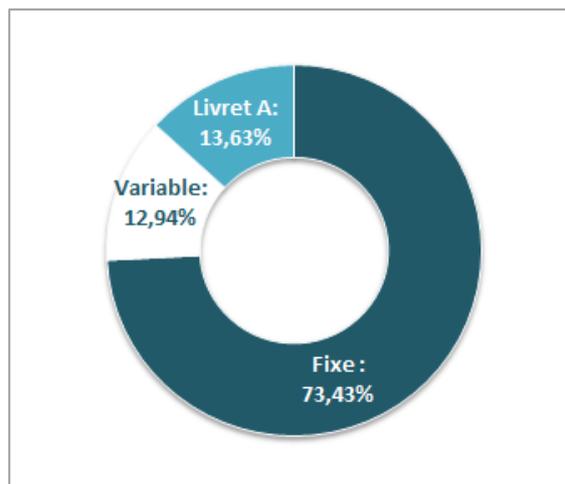
**Le niveau de cet indicateur s'établit à un niveau satisfaisant (un maximum de 4 ans à fin 2018), soit en nette diminution depuis 2014. Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation du niveau d'épargne brute.**

Le **taux moyen de la dette** a baissé en 2018, pour s'établir à **1,84%** (contre 2,10% en 2017 - référence nationale des villes et EPCI > 100 000 habitants 2017 : 2,29%).

Le ratio de la dette par habitant s'établit à **396 €/habitant** à la clôture de l'exercice

(contre 436 €/hab en 2017).

Type	Encours hors foncier Cambaie	%	Taux moyen
Fixe	63 276 882 €	73,43%	1,95%
Variable	11 151 357 €	12,94%	1,05%
Livret A	11 746 324 €	13,63%	1,97%
<b>TOTAL</b>	<b>86 174 563 €</b>	<b>100%</b>	<b>1,84%</b>



La dette propre du TCO est principalement constituée d'emprunts à taux fixe (74,18%).

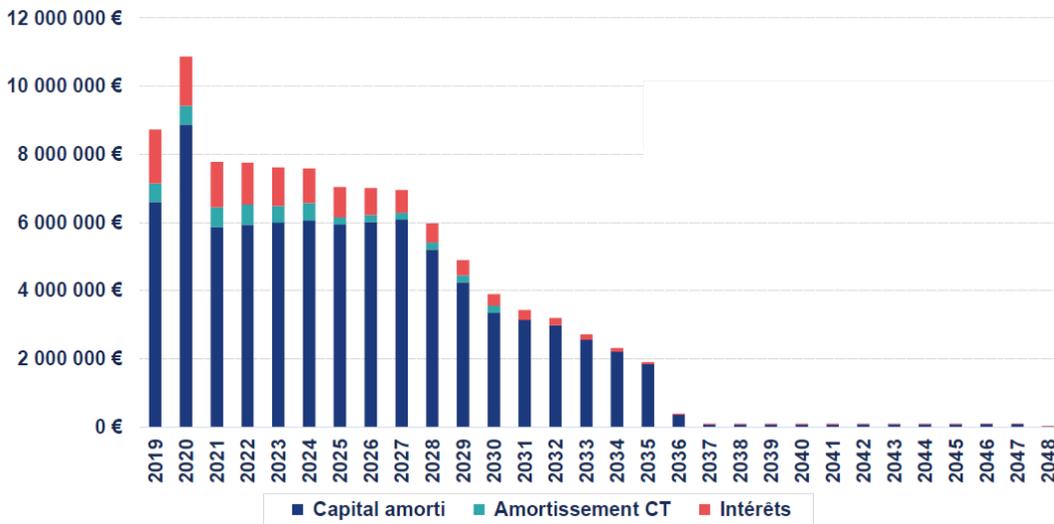
dont les marges étaient comprises entre 1,85% et 2,8%.

En 2018, le TCO a procédé au remboursement anticipé de 6 emprunts à taux variable

**L'économie réalisée est de 1,9 M€.**

CRD AVANT REFINANCEMENT				CRD APRES REFINANCEMENT			
Contrat	Banque	Encours à refinancer	Annuité avant refinancement	Contrat	Banque	Encours refinancé	Annuité actualisée
A29130AE	Caisse d'Epargne	3 600 000,00	<b>3 442 191</b>	680	AFL	14 292 000,00	<b>1 495 334</b>
A29140JR	Caisse d'Epargne	5 223 568,19					
A291519D	Caisse d'Epargne	3 018 750,00		681	AFL	1 966 000,00	
A29120IQ	Caisse d'Epargne	986 666,59					
CO8693	Crédit Agricole	2 450 000,00				16 258 000,00	
412423	Crédit Agricole	980 000,00					
		16 258 984,78					

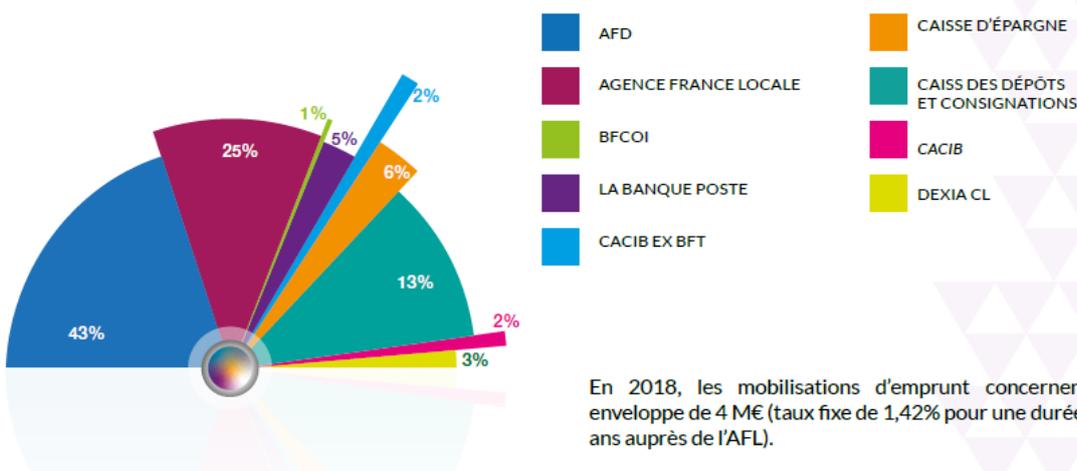
Le profil d'extinction de la dette du TCO est le suivant :



Au 31/12/2018, l'encours porte sur 26 contrats d'emprunts, pour un total de **86,174 M€ (hors GEMAPI)**. La durée résiduelle de l'encours est de **13 ans et 3 mois**.

### RÉPARTITION PAR PRETEUR

L'Agence Française de Développement reste un partenaire privilégié compte tenu des taux bonifiés qui peuvent être proposés pour des opérations spécifiques. Le TCO poursuit néanmoins la diversification de ses prêteurs. L'EPCI a ainsi pris part au capital de l'AFL le fin 2017 afin d'accéder à des taux encore plus attractifs.



En 2018, les mobilisations d'emprunt concernent une enveloppe de 4 M€ (taux fixe de 1,42% pour une durée de 15 ans auprès de l'AFL).

## LA DETTE GARANTIE

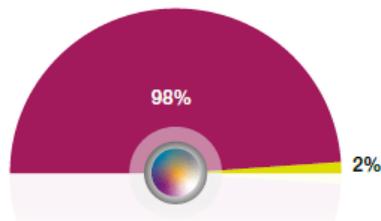
Les garanties d'emprunts accordées par le TCO ont été octroyées pour :

- des opérations d'aménagement de logements sociaux (99%) ;
- deux opérations d'aménagement de zone d'activité au Port « village des Mascareignes » et à l'Eperon (1%).

Réparation du risque de taux

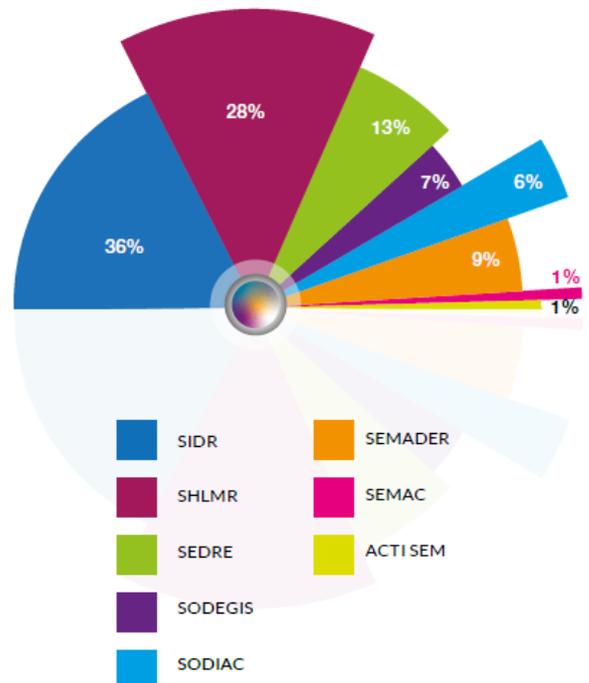


Réparation par prêteur



Au 31/12/2018, l'encours s'élève à **268,093 M€**, répartis entre 8 aménageurs (principalement la SIDR et la SHLMR).

Organismes	CRD au 31/12/2017	CRD au 31/12/2018	%
SIDR	81 281 507,87	90 429 770,96	36%
SHLMR	64 359 505,29	70 679 421,69	28%
SEDRE	28 769 654,56	42 008 466,55	13%
SODEGIS	15 683 354,70	16 131 505,47	7%
SODIAC	12 566 374,70	20 893 542,77	6%
SEMADER	20 069 370,37	19 123 035,61	9%
SEMAC	2 932 708,00	6 719 676,16	1%
ACTISEM	2 222 525,04	2 107 616,93	1%
TOTAL	227 885 000,53	268 093 036,14	100%



La durée résiduelle de l'encours garanti est de 40,8 ans.

L'encours total du TCO (propre + garanti) s'élève ainsi à 356,767 M€ au 31/12/2018.

Le TCO doit poursuivre ses efforts pour contenir le volume d'emprunt. L'objectif est de se donner de nouvelles marges, pour le financement de projets structurants du territoire (l'Ecocité, les ports de plaisance, les projets économiques et les infrastructures de transport).

# LES DEUX BUDGETS ANNEXES

## 1- LE BUDGET ANNEXE GEMAPI

Depuis 1er janvier 2018, le TCO exerce de plein droit la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI), conformément aux lois MAPTAM du 27 janvier 2014, et NOTRe du 7 août 2015.

L'année 2018 a donc été une année charnière centrée sur l'intégration et la mise en œuvre de la nouvelle compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations au sein de la collectivité, avec la mise en place d'un budget annexe de la GEMAPI, le vote de la taxe et le lancement des travaux des PAPI Rivière des Galets et Hermitage-Saline les Bains.

CA 2018 du BUDGET GEMAPI	
Section de fonctionnement	
Recettes	Dépenses
Excédent Reporté des exercices antérieurs (002)	Dépenses Réelles
	722 742,90
Recettes Réelles	Dépenses d'Ordre de section à section
3 945 470,62	
Recettes d'ordre de section à section	Résultat cumulé de l'exercice (a)
	3 222 727,72
	dont résultat de l'exercice
	3 222 727,72
Section d'investissement	
Recettes	Dépenses
Excédent Reporté des exercices antérieurs (001)	Dépenses Réelles
	5 666 736,44
Recettes Réelles	Dépenses d'Ordre à l'intérieur de la section de section à section
2 642 112,02	
Recettes d'ordre à l'intérieur de la section de section à section	Solde d'exécution (b)
	(-) 3 024 624,42
<b>Résultat global cumulé (a)+(b) =</b>	
	<b>198 103,30</b>
<b>Résultat propre (a)+(b) = (hors soldes reportés: comptes 001; 002)</b>	
	<b>198 103,30</b>

## I – SECTION D'INVESTISSEMENT

### A – Les Dépenses

Les dépenses d'investissement 2018 s'élèvent à **5 666 736,44 €** et concernent :

- **Le transfert de la compétence GEMAPI :**
  - Le pilotage de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'étude de préfiguration du transfert des compétences ;
  - La mise en œuvre du plan de transfert de la GEMAPI avec la validation d'un scénario de gestion « ambitieux » de 110 M€ pour la période 2018 à 2030 ;
  - L'élaboration de l'état des lieux et du diagnostic des compétences Eau et Assainissement dont le transfert est prévu au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
  - La mise en place et l'exécution de la convention de gestion de la période cyclonique avec la commune de Saint-Paul.
  
- **La mise en œuvre des travaux de gestion de la prévention des inondations :**
  - Le lancement des travaux du PAPI Rivière Des Galets et du PAPI Hermitage – Saline les Bains ;
  - La réalisation des travaux d'urgence pour l'entretien des ouvrages de la ravine Grande Fontaine ;
  - La réalisation des visites techniques approfondies (VTA) des ouvrages (RDG, ravine Grande Fontaine, ravine Four à Chaux et ravine Carosse) ;
  - La gestion en direct des cordons dunaires des ravines de l'Etang St-Paul, de St-Gilles et de l'Hermitage, à partir d'avril 2018.
  
- **La mise en œuvre de la procédure d'expropriation pour la réalisation de la maîtrise foncière du projet PAPI Hermitage :**

- La constitution des dossiers d'enquêtes parcellaires et poursuite des négociations amiables ;
- La réalisation de l'enquête publique du 22 novembre au 19 décembre 2018, dans le cadre de la procédure d'expropriation pour le PAPI Hermitage – Saline les Bains.

### B – Les Recettes

Les recettes d'investissement 2018 s'élèvent à **2 642 112,02 €** : le TCO a perçu du FCTVA (142 112,02 €). En outre, un emprunt relais à hauteur de 2,5 M€ a été mobilisé dans l'attente de percevoir les subventions de l'Europe, de l'Etat et de la Région.

## II – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### A – Les Dépenses

Les charges réelles de fonctionnement 2018 s'élèvent à **722 742,90 €** et se répartissent comme suit :

CHAPITRE		OBJET	DÉPENSES 2018
011	Charges à caractère général	Gestion des cordons dunaires	179 591,50
		Réserve naturelle de l'Etang	225 000,00
		<b>ENTRETIEN D'OUVRAGES RECURRENT (a)</b>	404 591,50
		Assurance véhicules	200,76
		Carburant/réparation véhicules	2 745,13
		Frais télécommunication (internet, fixe, mobile)	421,77
		Autres frais	52 188,13
		Communication	2 875,28
		<b>AUTRES CHARGES (b)</b>	58 431,07
		<b>TOTAL CHAPITRE 011 (a) + (b)</b>	
12	Charges de personnel	<b>TOTAL CHAPITRE 012</b>	259 553,33
65	Autres charges de gestion courante	<b>TOTAL CHAPITRE 65</b>	167,00
<b>TOTAL DÉPENSES RÉELLES</b>			<b>722 742,90</b>

## B – Les Recettes

Les ressources de fonctionnement 2018 s'élèvent à **3 945 470,62 €**.

CHAPITRE		OBJET	RECETTES 2018
73	Impôts et taxes	Taxe GEMAPI	3 225 603,00
74	Dotations et participations	Subvention du budget principal	719 867,62
<b>TOTAL RECETTES RÉELLES</b>			<b>3 945 470,62</b>

### .Chapitre 73 : Impôts et taxes : 3 225 603 €

La loi offre la possibilité aux intercommunalités de financer cette compétence nouvelle par la mise en place d'une taxe appelée « GEMAPI ». Le TCO a décidé d'actionner cette taxe 2018 pour une recette de 3 225 603 €. Cette fiscalité est additionnelle aux taux de la taxe foncière, CFE et taxe d'habitation.

### . Chapitre 74 : Subventions : 719 867,62 € (du budget principal)

La participation du budget général au budget annexe de la GEMAPI s'élève à 719 867,62 € dont :

- **Fonds propres du TCO : 218 804,90 € en 2018**

Le TCO a apporté sur ses fonds propres la somme de 218 804,90 €, soit 30% du coût des charges de fonctionnement.

- **Minoration de l'attribution de compensation : 501 062,72 €**

Les charges de fonctionnement ont été pour la partie relevant des communes neutralisées par l'attribution de compensation, à titre provisoire, dans l'attente de la validation des charges transférées par la CLECT en 2019.

Pour les dépenses du SIVU Le Port/Possession, l'affectation des charges est réalisée conformément à la clé du financement du SIVU (70% commune du Port et 30% commune de Saint Paul/arrêté du 28/06/96). Les dépenses relevant de la régie de la Réserve Naturelle Nationale de l'Etang Saint Paul (RNNESP) sont affectées à la commune de Saint Paul.

À la clôture de l'exercice 2018, le taux de réalisation du budget d'investissement est de 43% (5,7 M€). Cette sous-consommation est liée à la problématique de maîtrise foncière du PAPI Hermitage.

Enfin, il convient de noter que le transfert de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a entraîné de plein droit la dissolution du SIVU de la Rivière des Galets. De ce fait, les résultats issus de son compte de gestion 2017 doivent être intégrés au budget annexe de la GEMAPI comme suit :

- Excédent de fonctionnement reporté : 27 243,75 €
- Excédent d'investissement reporté : 48 762,38 €.

## 2- LE BUDGET ANNEXE DE LA RPP

L'année 2018 a vu l'émergence des premiers travaux nécessaires sur les ports de la Pointe des Galets et de Saint Leu afin d'offrir aux

usagers une qualité de service longtemps attendue.

### CA 2018 du BUDGET RPP - HORS RESTES A REALISER

<i>Section de fonctionnement</i>	
<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
Excédent Reporté des exercices antérieurs (002) 362 581,92	Dépenses Réelles  1 630 682,88
Recettes Réelles  1 524 894,58	Dépenses d'Ordre <i>de section à section</i> 220 342,87
Recettes d'ordre <i>de section à section</i>	Résultat cumulé de l'exercice (a)  36 450,75 <i>dont résultat de l'exercice</i> <i>-326 131,17</i>
<hr/>	
<i>Section d'investissement</i>	
<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
Excédent Reporté des exercices antérieurs (001) 78 206,80	Dépenses Réelles  314 164,99
Recettes Réelles (1068)  569 293,00	Dépenses d'Ordre <i>à l'intérieur de la section de section à section</i>
Recettes d'ordre <i>à l'intérieur de la section de section à section</i>	
Recettes d'ordre <i>de section à section</i> 220 342,87	Solde d'exécution (b)  553 677,68
<hr/>	
Résultat global cumulé (a)+(b) =	590 128,43
Résultat propre (a)+(b) = (hors soldes reportés: comptes 001, 002)	149 340

## I – SECTION D'INVESTISSEMENT

### A – Les Dépenses

Les dépenses d'investissement 2018 s'élèvent à **314 165 €**. L'objectif était :

- **d'engager les travaux de remise aux normes des infrastructures de la Pointe des galets et de Saint Leu (226 790 €) :**
  - Réparation des circuits d'alimentation en eau sur les pontons ;
  - Réparation des réseaux AEP après recherche de fuites ;
  - Remplacement du ponton « carburant » de la station-service ;
  - Réfection des toitures de box et peinture extérieure ;
  - Mise aux normes des bornes électriques et bornes à eau, remise en état de l'éclairage sur les deux ports ;
  - Reprise d'accès et cales de mise à l'eau des navires ;
  - Création d'un parking béton destiné aux remorques.
  
- **d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers (87 375 €) :**

- Mise en place de bollards de protection ;
- remplacement du barrage anti-pollution du port de la Pointe des Galets ;
- Acquisition d'épontilles (structures destinées au calage des bateaux) ;
- Installation de chauffe eaux solaires sur les box ;
- Acquisition d'un bateau pour optimiser les missions et activités des services de la Régie.

### B – Les Recettes

Les recettes d'investissement 2018 s'élèvent à **867 842,67 €**. Elles sont constituées de l'amortissement des immobilisations (220 342,87 €) ainsi que de l'affectation des résultats de fonctionnement et investissement de l'exercice antérieur (569 293 € + 78 206,80 €).

À la clôture de l'exercice 2018 le taux de réalisation du budget d'investissement (y compris les restes à réaliser d'un montant de 347 646,37 €) est de 76%.

## II – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### A – Les Dépenses

Les charges réelles de fonctionnement 2018 s'élèvent à **1 630 682,88 €** et se répartissent comme suit :

CHAPITRE	OBJET	DÉPENSES 2018	
011	Charges à caractère général	Fluides (eau, électricité)	420 128,86
		Contrats de prestations de service avec les entreprises	209 866,85
		Gardiennage des différents sites	129 043,04
		Locations mobilières (véhicules, salles de réunion)	17 308,59
		Cotisations (DMSOI "phares et balises" et FFPP)	12 483,05
		Honoraires cabinet comptable (traitement social personnel RPP + TVA) et rembt. Budget principal FICE (dossier extension port Saint Leu)	11 744,18
		Maintenance réseau électrique	9 210,35
		Carburant/réparation véhicules	8 719,20
		Reversement de TVA	8 022,40
		Formation du personnel (habilitation électrique, approche générale des finances, permis côtier)	7 449,91
		Taxes foncières (terrain Saint Leu)	6 705,00
		Frais de télécommunications	6 550,22
		Autres charges	26 914,99
<b>TOTAL CHAPITRE 011</b>		<b>874 146,64</b>	
012	Charges de personnel	Personnel de droit public	355 000,00
		Personnel de droit privé	398 379,77
		<b>TOTAL CHAPITRE 012</b>	<b>753 379,77</b>
67	Charges exceptionnelles	<b>TOTAL CHAPITRE 67</b>	<b>3 156,47</b>
<b>TOTAL DÉPENSES RÉELLES</b>		<b>1 630 682,88</b>	

## B – Les Recettes

Les ressources de fonctionnement 2018 s'élèvent à **1 524 894,58 €**.

CHAPITRE		OBJET	RECETTES 2018
013	Atténuation de charges	Remboursement emplois aidés	10 545,70
70	Vente produits activités annexes	Recettes amodiation (plan d'eau, locaux, mouvements roulev en zone technique)	1 206 451,66
74	Subvention d'exploitation	Subvention du budget principal	250 000,00
75	Autres produits de gestion courante	Loyers rondavelle et locaux pêcheurs Saint Leu	40 646,64
77	Produits exceptionnels	recettes amodiation exercices antérieurs	17 250,58
<b>TOTAL RECETTES RÉELLES</b>			<b>1 524 894,58</b>

### . Chapitre 013 : Atténuation de charges : 10 545,70 €

Jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2018 la Régie employait encore du personnel sous contrat aidé. Ce poste enregistre les remboursements opérés par les services de l'État.

### . Chapitre 70 : Vente de produits et prestations de services : 1 206 452 €

Les produits du budget annexe 2018 RPP sont composés comme suit :

- Plan d'eau : 1 006 880 € ;
- Passage sur zone technique : 127 119 € ;
- AOT domaniales : 72 453 €.

### . Chapitre 74 : Subventions : 250 000 € (du budget principal)

La participation du budget général au budget annexe 2018 de la RPP s'élève à 250 000 €.

### . Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante : 40 646,64 €

Il s'agit des loyers versés pour la rondavelle et le groupement des pêcheurs de Saint Leu pour les espaces et locaux loués.

### . Chapitre 77 : Produits exceptionnels : 17 250,58 €

C'est une recette encaissée sur les impayés des exercices antérieurs.



# LA CONSOLIDATION DES COMPTES



La loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite loi ATR) a introduit les prémices d'une consolidation des comptes dans le secteur public local. Cette "consolidation" consiste, **pour une collectivité locale**, à détecter un

éventuel risque en examinant, à l'aide de documents comptables, la nature des relations juridiques et/ou financières existantes entre la dite collectivité et ses partenaires, définis ici sous le terme de "partenaires privilégiés".

## 1. BALANCE CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

L'exigence de consolidation consiste au minimum, en une intégration des résultats annuels du budget principal et des budgets an-

nexes par neutralisation des transferts croisés entre budgets.

### COMPTE ADMINISTRATIF 2018 BALANCE CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

	BUDGET NON CONSOLIDÉ		BUDGET CONSOLIDÉ	
	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>67 397 707,47</b>	<b>54 026 044,68</b>	<b>67 397 707,47</b>	<b>54 026 044,68</b>
Budget Principal	61 069 159,67	50 467 327,61	61 069 159,67	50 467 327,61
Budget RPP	661 811,36	867 842,67	661 811,36	867 842,67
Budget GEMAPI	5 666 736,44	2 690 874,40	5 666 736,44	2 690 874,40
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>137 983 066,39</b>	<b>157 180 731,01</b>	<b>136 191 836,59</b>	<b>155 389 501,21</b>
Budget Principal	135 409 295,97	151 325 212,93	133 618 066,17	150 503 850,75
Budget RPP	1 851 027,52	1 882 803,71	1 851 027,52	1 632 803,71
Budget GEMAPI	722 742,90	3 972 714,37	722 742,90	3 252 846,75
<b>BUDGET GÉNÉRAL</b>	<b>205 380 773,86</b>	<b>211 206 775,69</b>	<b>203 589 544,06</b>	<b>209 415 545,89</b>

C'est un montant total de dépenses réelles de 159,5 M€ qui a été réalisé sur le territoire en 2018.

## 2. LE PÉRIMÈTRE DE « CONSOLIDATION » ET SES DIFFÉRENTS NIVEAUX

Le TCO a identifié et suivi, en 2018, 76 "partenaires privilégiés". Cependant, la "consolidation" ne porte pas sur l'ensemble de ces structures. Son périmètre a été déterminé en fonction du niveau d'influence exercé par le

TCO en raison de son implication dans le fonctionnement de l'entité et/ou des moyens qu'il lui consacre. Il est décliné selon 4 niveaux et concerne 24 organismes.

### Niveau 1

Ce premier niveau, le plus proche de l'EPCI, regroupe les entités **sous participation/partenariat MAJORITAIRE** selon 4 sous-ensembles :

① Les établissements publics locaux et Budgets annexes :

**REA** (Régie d'Enseignement artistiques) ;  
**OTIO** (Office de Tourisme Intercommunal de l'Ouest) ;  
**RPP** (Régie des Ports de Plaisance) ;  
**SPL OTÉ** (Ouest Territoire Evènementiel).

② Les syndicats dont le TCO est membre :

**ILEVA** (Syndicat mixte de traitement des déchets) ;  
**SMTR** (Syndicat Mixte des Transports de la Réunion).

③ Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **plus de 50% du capital social**:

**CYCLEA** (Société d'Economie Mixte des déchets)  
**SEMTO** (Société d'Economie Mixte des Transports de l'Ouest).

④ Les associations, ou autres, financées à **plus de 60%** :

**T'COS** (Comité d'œuvres sociales du TCO)

### Niveau 2

Ce niveau regroupe les entités bénéficiant d'une participation **FORTE** du TCO, selon 2 sous-ensembles :

① Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **de 15% à 49% du capital social**:

**SPL TAMARUN** (Société Publique Locale TAMARUN).

② Les associations, ou autres, recevant **entre 30% et 60%** de financement :

**REUNION ACTIVE ASSOCIATION** (Développement des initiatives d'insertion par l'économie /Economie Sociale et Solidaire) ;  
**INTER CITE DU GRAND OUEST** (Atelier et chantier d'insertion/ Insertion sociale et économique des habitants du territoire).

### Niveau 3

Ce niveau regroupe les entités bénéficiant d'une participation **RELATIVE** du TCO, selon 2 sous-ensembles :

① Les sociétés (d'économie mixte ou publiques) dont le TCO détient **entre 10% et 14% du capital social**:

**SEMADER** (Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Réunion).

② Les associations, ou autres, recevant **entre 10% et 30%** de financement :

**ADIPE** (Association Départemental pour l'Insertion et la Préservation de l'Environnement) ;  
**LESPAS** (Régie Espace Culturel) ;  
**SECHOIR** (Association de Gestion du Séchoir) ;  
**KABARDOCK** (AGEMA).

## Niveau 4

Ce niveau regroupe les structures dont les emprunts ont été garantis par le TCO :

**SEMADER** (Société d'Economie Mixte d'Aménagement, de Développement, d'Équipement de la Réunion) ;

**SIDR** (Société d'Economie Mixte /Société Immobilière du Département de La Réunion) ;

**SODIAC** (Société d'Economie Mixte/ Société Dionysienne d'Aménagement et de Construction) ;

**SEMAC** (Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Construction) ;

**SHLMR** (Société Anonyme d'Habitat à Loyer Modéré de la Réunion) ;

**SODEGIS** (Société d'Economie Mixte /Société de Développement et de Gestion d'Immobilier Social) ;

**SEDRE** (Société d'Economie Mixte /Société d'Équipement du Département de la Réunion) ;

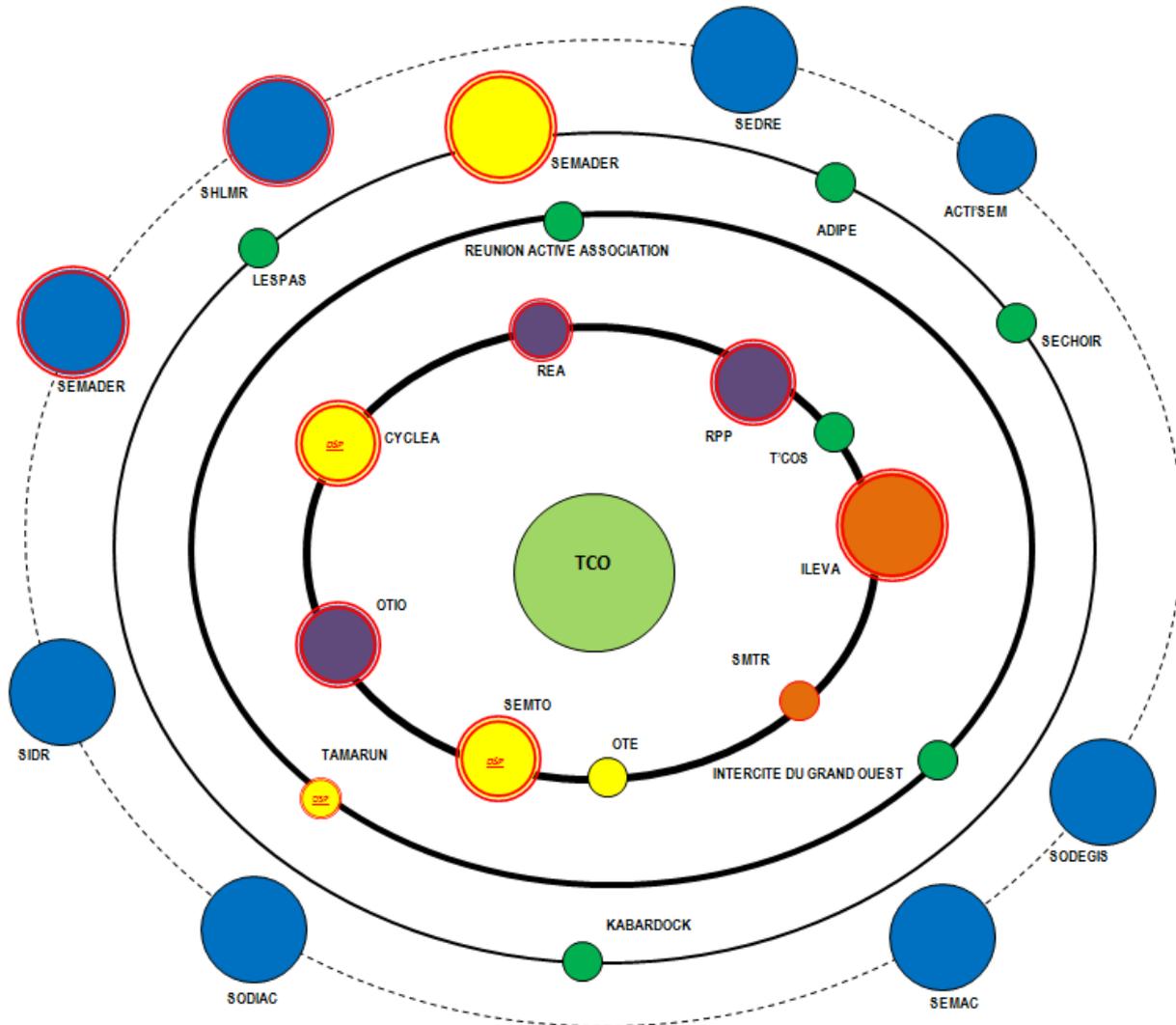
**ACTI'SEM** (Société par Actions Simplifiée).

### LES FAITS MARQUANTS 2018 :

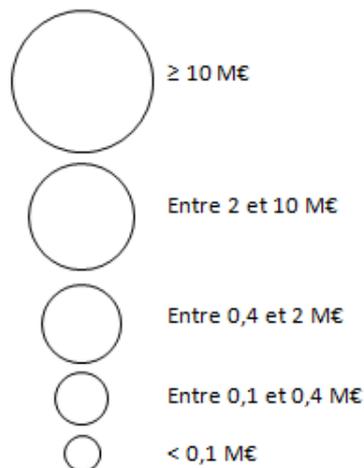
- Entrée dans le capital de la SPL MARAINA (acquisition de parts de la Région Réunion à hauteur de 50 000 € soit 2,08% du capital) ;
- Procédure de liquidation judiciaire en cours de la SPL OTE initiée en 2018 ;
- Cession de part de la SPL TAMARUN du TCO au Département de la Réunion (à hauteur de 337 600 € soit 27,5 % du capital).
- Après cette opération les parts des collectivités au sein de la SPL TAMARUN s'établissent comme suit :
  - St Paul : 514 050 € soit 55,8% ;
  - Département : 253 200 € soit 27,5% ;
  - TCO : 153 750 € soit 16,6%.



# LA REPRÉSENTATION CARTOGRAPHIQUE DU TCO ET DE SES SATELLITES



### POIDS FINANCIER BILANTIEL



### TYPE DE STRUCTURE



# L'ANALYSE RÉTROSPECTIVE

en M€

Section de fonctionnement	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>105,1</b>	<b>108,2</b>	<b>116,4</b>	<b>117,8</b>	<b>124,8</b>	<b>129,9</b>	<b>137,7</b>	<b>135,4</b>	<b>143,4</b>	<b>145,0</b>	<b>148,8</b>
Atténuations de charges	0,4	0,2	0,3	0,4	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	1,5	2,0
Produits des services	-	-	-	-	-	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	-
Impôts et taxes	71,3	75,8	75,6	81,0	83,5	90,1	92,0	96,6	101,7	109,3	112,9
Dotations et participations	27,1	25,8	33,0	31,8	35,8	32,7	32,5	30,5	26,1	27,8	25,2
Autres produits de gestion courante	3,9	3,8	3,6	2,9	3,8	3,4	3,4	3,5	4,0	2,8	2,7
Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits exceptionnels	2,3	1,4	3,9	1,7	1,4	2,4	7,1	3,4	10,2	2,9	6,0
Reprise sur amortissements et provisions	-	1,2	-	-	-	-	1,4	-	-	0,0	-
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>96,8</b>	<b>103,5</b>	<b>106,3</b>	<b>111,0</b>	<b>117,7</b>	<b>123,5</b>	<b>133,1</b>	<b>129,0</b>	<b>131,6</b>	<b>127,3</b>	<b>123,5</b>
Charges à caractère général	63,8	66,6	69,7	71,8	74,5	81,0	77,4	72,6	72,0	73,0	66,6
Charges de personnel	6,1	7,0	8,5	9,8	11,6	12,9	15,0	16,6	17,6	17,5	16,5
Atténuations de produits	22,4	24,6	24,0	24,0	24,9	24,6	23,3	22,4	21,8	20,5	19,5
Autres charges de gestion courante	2,3	2,6	3,1	3,7	3,9	3,7	12,7	14,9	13,9	12,4	16,0
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	0,4	-	-	-	-	-	0,1	0,2	0,2
charges financières	0,5	0,3	0,3	0,6	0,9	1,3	1,8	2,2	2,3	2,6	2,1
charges exceptionnelles	0,5	2,4	0,3	0,0	2,0	0,0	2,9	0,3	3,5	1,1	1,3
dotations aux provisions	1,2	-	-	1,1	-	-	0,0	0,0	0,5	0,1	1,4
<b>EPARGNE BRUTE (hors cession)</b>	<b>8,3</b>	<b>4,7</b>	<b>10,1</b>	<b>6,4</b>	<b>7</b>	<b>6,0</b>	<b>3,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>16,7</b>	<b>21,8</b>
<b>EPARGNE NETTE (hors cession)</b>	<b>7,00</b>	<b>3,6</b>	<b>8,7</b>	<b>5,1</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>(-)0,40</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>10,0</b>	<b>14,8</b>

Section d'investissement	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
<b>Recettes réelles d'investissement</b>	<b>15,8</b>	<b>21,8</b>	<b>22,1</b>	<b>38,2</b>	<b>42,9</b>	<b>32,8</b>	<b>29,8</b>	<b>32,0</b>	<b>17,6</b>	<b>8,8</b>	<b>19,1</b>
Subventions d'investissement	0,8	2,5	2,7	4,3	1,1	2,7	4,9	7,2	4,2	0,8	2,2
FCTVA	0,3	0,7	1,3	3,4	2,2	1,7	3,1	3,3	2,5	2,4	1,4
Emprunts	1,3	1,1	4,0	10,0	22,6	17,8	21,5	20,0	9,0	3,5	4,0
Autres	13,4	17,5	14,0	20,5	17,0	10,6	0,4	1,4	2,0	2,1	11,5
<b>Dépenses réelles d'investissement (avec dette)</b>	<b>22,1</b>	<b>28,8</b>	<b>24,5</b>	<b>43,3</b>	<b>44,9</b>	<b>24,8</b>	<b>35,1</b>	<b>37,5</b>	<b>27,5</b>	<b>24,8</b>	<b>29,5</b>
<b>Dépenses réelles d'investissement hors dette</b>	<b>20,7</b>	<b>27,7</b>	<b>23,1</b>	<b>42,1</b>	<b>42,9</b>	<b>21,6</b>	<b>30,9</b>	<b>32,0</b>	<b>21,3</b>	<b>18,0</b>	<b>22,5</b>
Dépenses d'équipement	5,2	10,1	10,8	24,0	23,7	15,1	25,3	27,2	18,9	11,8	17,6
Subventions d'équipement	2,1	4,5	4,8	6,4	3,8	6,2	5,1	4,8	2,3	4,0	2,6
Autres	13,4	13,1	7,5	11,7	15,4	0,3	0,6	-	0,0	2,2	2,2
Remboursement du capital	1,4	1,1	1,4	1,3	2,0	3,2	4,2	5,4	6,2	6,8	7,0

<b>Résultat global cumulé avec 001,002 et 1068</b>	<b>11,74</b>	<b>5,88</b>	<b>2,66</b>	<b>3,71</b>	<b>(-) 2,09</b>	<b>2,37</b>	<b>1,30</b>	<b>1,10</b>	<b>1,07</b>	<b>1,44</b>	<b>5,77</b>
<b>Résultat de l'exercice hors 001,002 et 1068</b>	<b>2,01</b>	<b>(-) 7,15</b>	<b>0,41</b>	<b>(-) 9,54</b>	<b>2,10</b>	<b>7,16</b>	<b>(-) 1,07</b>	<b>(-) 0,19</b>	<b>(-) 0,04</b>	<b>0,37</b>	<b>4,32</b>

# LES RATIOS FINANCIERS :

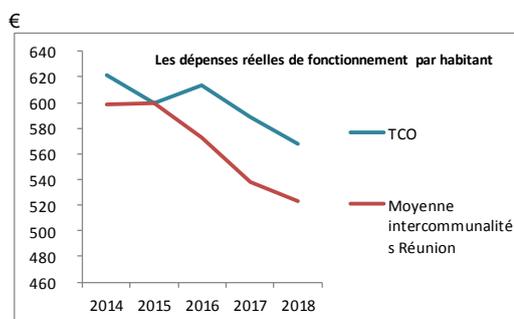
## L'ANALYSE COMPARATIVE

Le Code général des collectivités locales prévoit que les collectivités locales produisent à l'appui des comptes administratifs des données synthétiques sur la situation financière.

L'analyse de ces données permet ainsi de se comparer aux autres intercommunalités de l'île.

### 1- Les dépenses réelles de fonctionnement par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	621	600	613	589	567
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	599	599	573	538	523
<i>dont:</i>					
<i>Cinor</i>	590	609	640	642	641
<i>Civis</i>	677	709	665	678	638
<i>Cirest</i>	507	479	470	474	460
<i>Casud</i>			478	309	310

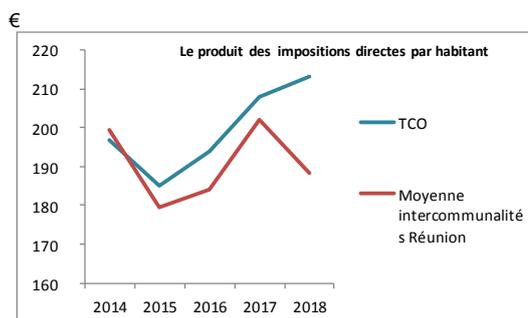


Le TCO maintient un niveau de dépenses réelles de fonctionnement par habitant supérieur à la moyenne départementale. Ce ni-

veau s'établit néanmoins en deçà de celui de la CINOR et de la CIVIS.

### 2- Le produit des impositions directes par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	197	185	194	208	213
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	200	180	184	202	188
<i>dont:</i>					
<i>Cinor</i>	227	214	242	255	189
<i>Civis</i>	163	182	198	243	242
<i>Cirest</i>	211	137	215	218	190
<i>Casud</i>			73	88	108

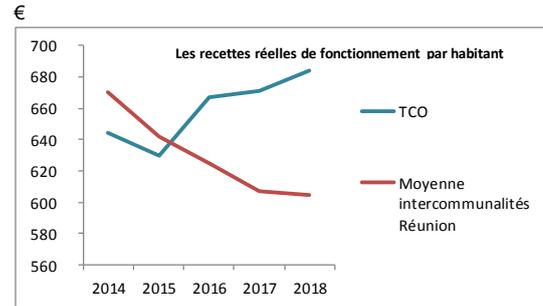


Le produit des impositions directes du TCO par habitant est supérieur à la moyenne in-

tercommunale, mais inférieur à celui de la CIVIS.

### 3- Les recettes réelles de fonctionnement par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	644	630	667	671	684
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	671	642	625	607	605
<i>dont:</i>					
<i>Cinor</i>	697	709	724	741	735
<i>Civis</i>	786	725	720	755	691
<i>Cirest</i>	555	503	504	497	503
<i>Casud</i>			508	369	412

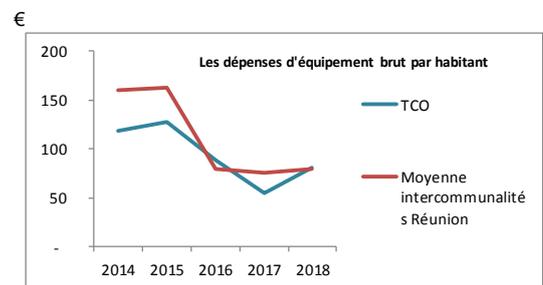


Les recettes réelles de fonctionnement du TCO par habitant sont supérieures à la

moyenne départementale, mais inférieure à celles de la CINOR et de la CIVIS.

### 4- Les dépenses d'équipement brut par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	118	127	88	55	81
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	160	163	79	75	80
<i>dont:</i>					
<i>Cinor</i>	275	175	120	88	94
<i>Civis</i>	159	183	91	145	177
<i>Cirest</i>	88	167	33	59	26
<i>Casud</i>			64	28	21

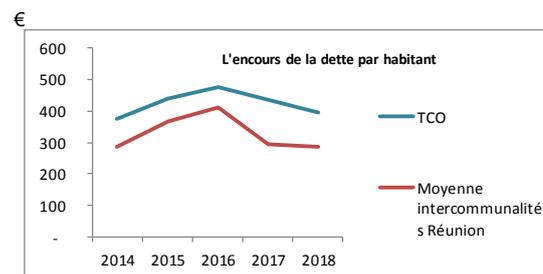


Globalement, le volume des dépenses d'équipement brut par habitant a tendance à baisser depuis 2014, que ce soit pour le TCO et les autres intercommunalités. La stratégie de renforcement des investissements mise

en œuvre depuis 2018 doit pouvoir permettre d'augmenter ce ratio au cours des prochaines années.

### 5- L'encours de la dette par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	375	441	477	436	396
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	288	366	411	294	286
<i>dont:</i>					
<i>Cinor</i>	376	426	427	369	379
<i>Civis</i>	297	430	450	477	481
<i>Cirest</i>	104	165	175	163	149
<i>Casud</i>			528	27	25

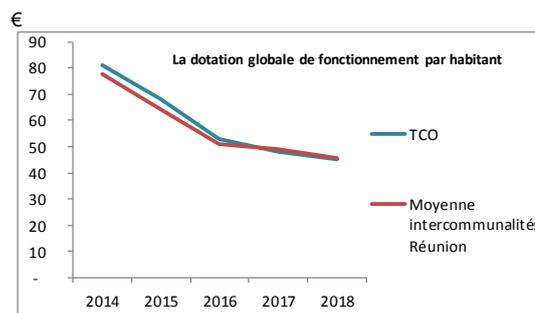


L'évolution de l'encours de dette suit la même tendance que l'évolution des dépenses d'équipement. Malgré l'effort de désendette-

ment entrepris depuis 2017, l'encours de dette du TCO reste encore supérieur à la moyenne départementale.

## 6- La dotation globale de fonctionnement par habitant

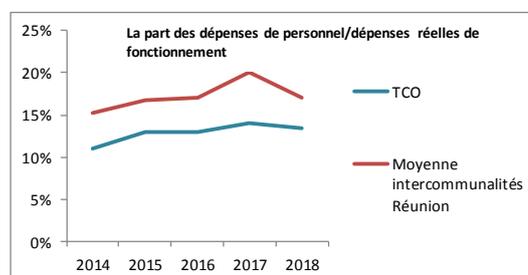
	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	81	68	53	48	45
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	78	64	51	49	46
dont:					
Cinor	90	75	57	51	48
Civis	76	61	44	54	45
Cirest	63	53	41	37	34
Casud			60	57	56



Les intercommunalités perçoivent en moyenne une DGF de l'ordre de 46 €/habitant. La Cirest perçoit une DGF de 34 €/habitant et la CASUD de 56 €/habitant.

## 7- La part des dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	11%	13%	13%	14%	13%
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	15%	17%	17%	20%	17%
dont:					
Cinor	17%	17%	17%	17%	17%
Civis	22%	24%	26%	25%	23%
Cirest	11%	13%	14%	14%	15%
Casud			17%	28%	19%

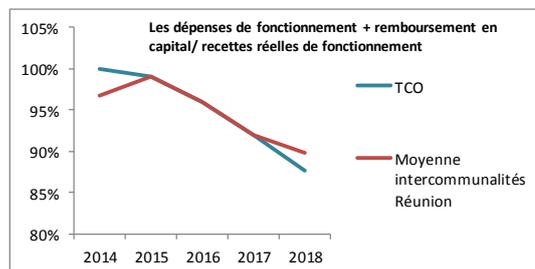


Le TCO est en deçà de la moyenne départementale pour ce ratio. Cependant, il doit être précisé que l'EPCI privilégie des marchés pour la gestion des services publics de

l'environnement et des transports alors que d'autres intercommunalités peuvent avoir recours à des régies.

## 8- Les dépenses de fonctionnement+ remboursement de dette en capital/recettes réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	100%	99%	96%	92%	88%
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	97%	99%	96%	92%	90%
dont:					
Cinor	90%	91%	94%	92%	93%
Civis	100%	103%	97%	94%	98%
Cirest	97%	103%	95%	99%	94%
Casud			98%	84%	76%

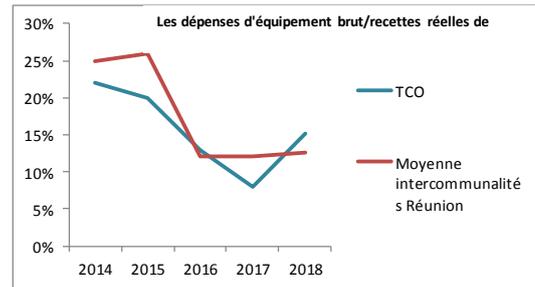


Ce ratio mesure la part des recettes réelles de fonctionnement que la collectivité pourrait consacrer à l'investissement, une fois déduites les dépenses de fonctionnement et le rem-

boursement du capital de la dette. Il évolue favorablement et tend à se rapprocher de la moyenne des intercommunalités de la Réunion.

## 9- Les dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	22%	20%	13%	8%	15%
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	25%	26%	12%	12%	13%
dont:					
Cinor	40%	25%	17%	12%	13%
Civis	24%	25%	13%	19%	25%
Cirest	14%	33%	6%	12%	5%
Casud			13%	8%	5%

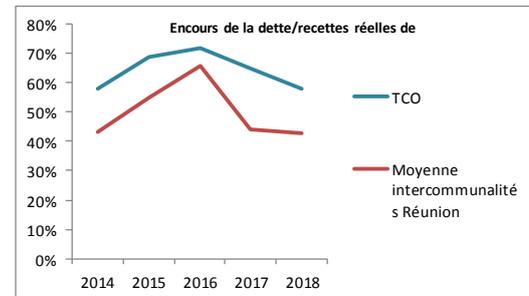


15% des recettes réelles de fonctionnement financent l'investissement. Le TCO améliore ce ratio en 2018 qui est désormais légèrement supérieur à la moyenne départemen-

tales. Cependant, il doit être souligné que ce ratio diminue singulièrement depuis 2014 au niveau local.

## 10- Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement

	2014	2015	2016	2017	2018
<b>TCO</b>	58%	69%	72%	65%	58%
<b>Moyenne intercommunalités Réunion</b>	43%	55%	66%	44%	43%
dont:					
Cinor	54%	60%	59%	50%	52%
Civis	42%	59%	62%	63%	69%
Cirest	19%	33%	35%	33%	30%
Casud			104%	7%	6%



Le taux d'endettement des intercommunalités a tendance à baisser depuis 2016. L'analyse de ce ratio confirme que le taux

d'endettement du TCO est bien plus élevé que la moyenne départementale même s'il s'améliore.

  
**LES ANNEXES**  


**Annexe 1 : Des taux de réalisation en amélioration mais une mobilisation plus importante des subventions est attendue**

**Annexe 2 : PPI 2018-2020 : zoom sur les investissements 2017/2018**

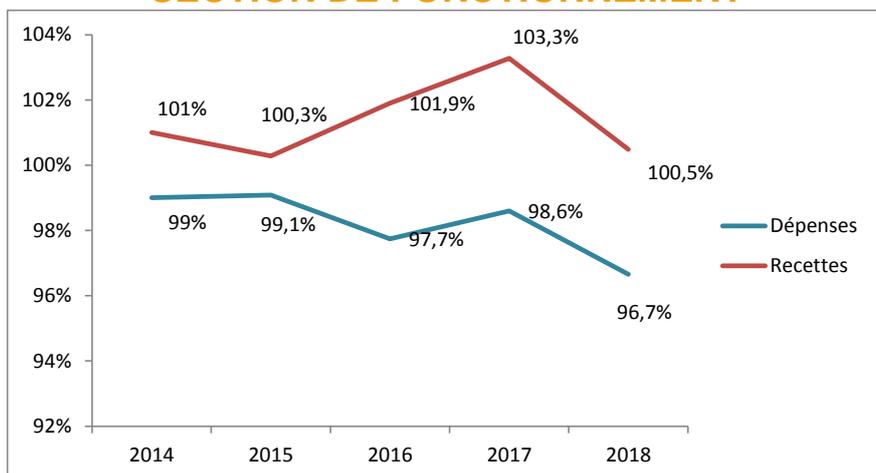
**Annexe 3 : Bilan des prestations par commune**

**Annexe 4 : Détail des subventions d'équipements encaissées en 2017 et 2018**



## ANNEXE 1 : LES TAUX DE RÉALISATION EN AMÉLIORATION MAIS UNE MOBILISATION PLUS IMPORTANTE DES SUBVENTIONS EST ATTENDUE

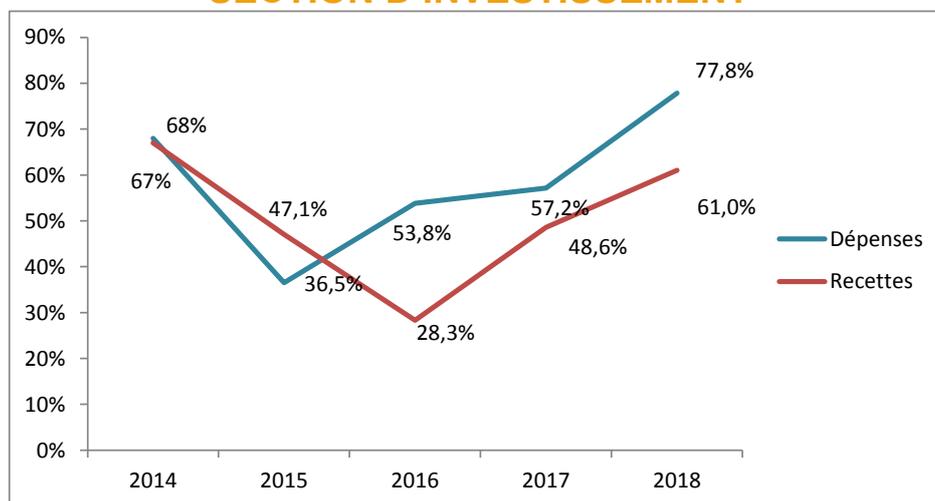
### SECTION DE FONCTIONNEMENT



	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Recettes</b>	101%	100,3%	101,9%	103,3%	<b>100,5%</b>
<b>Dépenses</b>	99%	99,1%	97,7%	98,6%	<b>96,7%</b>

En recettes, le taux est supérieur à 100%, la prévision des recettes 2018 apparaît améliorée par rapport à 2017.

### SECTION D'INVESTISSEMENT



	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Recettes</b>	67%	47,1%	28,3%	48,6%	<b>61,0%</b>
<b>Dépenses</b>	68%	36,5%	53,8%	57,2%	<b>77,8%</b>

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'est amélioré en 2018 (cible 2018 = 80%). Un pilotage budgétaire associant étroitement les directions devra se poursuivre en 2019 pour atteindre l'objectif fixé aux OB 2019 qui est de 85%. En recettes, le taux de réalisation s'établit à un niveau plus favorable mais demeure insatisfaisant (61%).



## ANNEXE 2 : PPI 2018-2020 : ZOOM SUR LES INVESTISSEMENTS 2017/2018

INTITULÉ	CA 2017	CA 2018	Évolution
<b>ÉCOCITÉ hors foncier Cambaie EPFR</b>	<b>434 523,00</b>	<b>1 064 935,45</b>	<b>145%</b>
<b>Aménagement / Habitat</b>	<b>1 775 192,00</b>	<b>2 289 124,75</b>	<b>29%</b>
Etudes planification aménagement (dont daac, scot, plh, mafate)	449 955,00	438 262,85	-3%
Fonds de concours (Aménagement)	1 075 237,00	1 340 231,28	25%
Action habitat (PILHI/PLH)	250 000,00	456 381,87	83%
Stratégie d'Aménagement du Territoire	-	6 267,00	-
NPRU Ariste Bolon	-	47 981,75	-
<b>Économie/Numérique/Culture/Sport</b>	<b>6 896 179,38</b>	<b>7 012 559,23</b>	<b>2%</b>
Ecole d'enseignement artistique intercommunale (dt éqpt)	430 350,72	1 714 208,09	298%
Extension ZA Bras Monvert	1 060 597,43	1 650 760,37	56%
Pôle Loisir et Nature de Dos D'Ane (travaux + foncier)	370 258,61	38 834,19	-90%
Extension ZA Pointe des Chateaux (phase travaux)	111 913,45	2 926 210,24	2515%
Pôle architectural de construction durable	-	8 029,00	0%
Divers (études éco + travaux ZA)	149 643,15	125 841,46	-16%
Village numérique	-	38 913,50	-
Carte de Vie Quotidienne	166 540,22	28 988,69	-83%
ZA ECOPARC	2 688 897,00	-	-100%
ZAE Eperon	397 397,00	-	-100%
NPRU Ariste Bolon	-	28 861,00	-
Etude de faisabilité économique Zone Arrière Portuaire	19 496,20	-	-100%
Etude de faisabilité écologie industrielle	19 665,63	-	-100%
Etude friche culturelle	56 447,46	-	-100%
Aménagement de LENA	4 972,51	51 912,69	944%
Autres fonds de concours	1 420 000,00	400 000,00	-98%
<b>Tourisme</b>	<b>633 209,11</b>	<b>897 008,19</b>	<b>42%</b>
Ports de plaisance	144 762,07	482 294,56	233%
Sentier littoral St Leu	205 886,35	31 108,36	-85%
Camping	58 538,95	22 849,02	-61%
ZALM de T Bassins	-	933,10	-
Sentier littoral ONF	159 078,52	309 176,16	94%
BIT Mafate	10 000,00	-	-100%
Signalétique touristique	4 943,22	-	-100%
Divers	50 000,00	13 177,60	-74%
Pointe de Trois Bassins	-	37 469,39	-

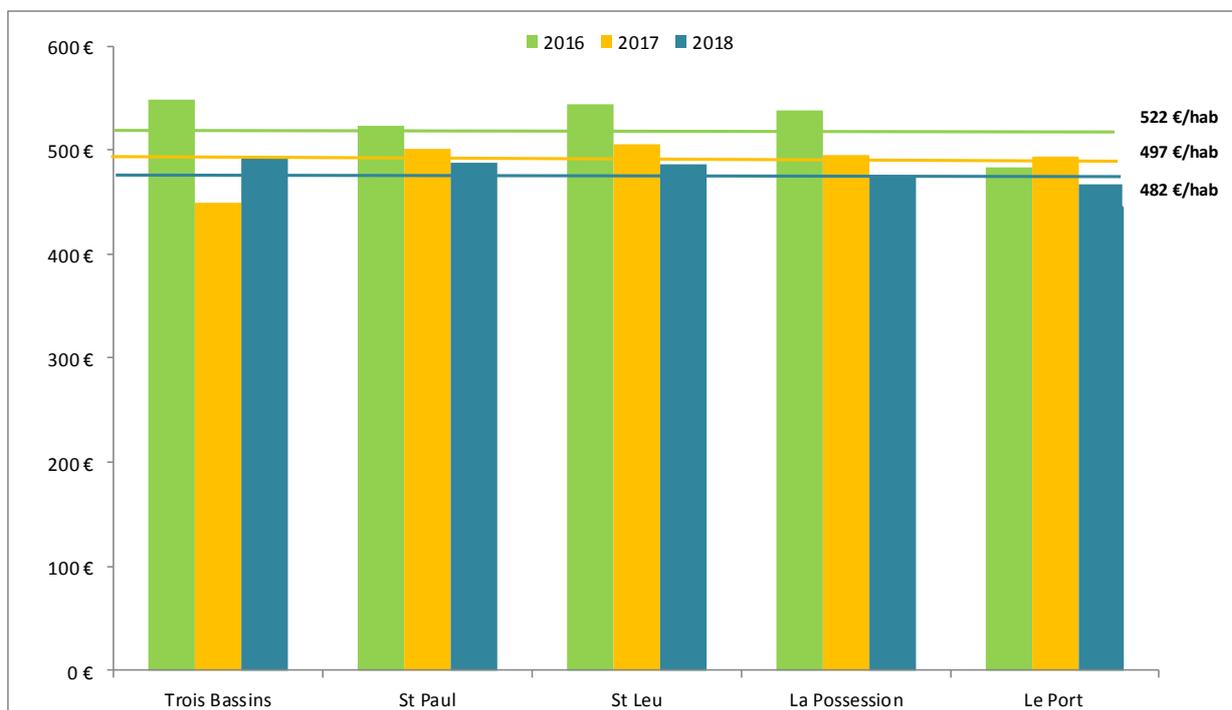
INTITULÉ	CA 2017	CA 2018	Évolution
<b>Environnement</b>	<b>1 511 152,42</b>	<b>1 861 591,50</b>	<b>23%</b>
Acquisition bacs OM+CS	841 665,74	792 117,71	-6%
Fourrière animale + centre animalier	4 955,15	389 591,09	7762%
Acquisition de CPU	110 398,75	226 661,76	105%
Autres acquisitions (verres, bornes et caissons)	20 865,75	25 526,10	22%
Acquisition de bio composteurs	177 762,11	169 235,62	-5%
Actions PCET	14 539,00	7 384,24	-49%
Réhabilitation de décharges	225 928,27	107 700,02	-52%
Autres	4 231,50	5 250,00	24%
Remises aux normes des déchèteries	90 232,03	128 268,01	42%
Panneaux DEV	20 574,12	9 856,95	-52%
<b>Transport</b>	<b>2 360 067,75</b>	<b>5 917 605,50</b>	<b>151%</b>
Etudes prospectives diverses	218 543,78	74 358,82	-66%
Acquisition de bus propres	195 929,20	4 346 809,17	2119%
Fonds de concours (PDU)	806 391,20	601 485,00	-25%
Arrêts de bus	129 762,36	167 014,15	29%
Points de correspondance NKO	120 048,21	7 267,23	-94%
IP La Possession - cœur de ville+ Palestine (hors foncier)	226 954,15	30 996,45	-86%
IP - le Port dont aimé césaire* (hors foncier)	47 624,47	155 424,78	226%
Pôles d'échange	597 074,63	511 302,15	-14%
NPRU Ariste Bolon	17 739,75	22 947,75	29%
<b>Autres</b>	<b>4 365 696,63</b>	<b>1 086 780,88</b>	<b>-75%</b>
Réhabilitation du siège	1 554 925,00	286 761,72	-82%
Parc informatique et divers (système d'information)	187 762,51	286 520,88	53%
Autres dépenses (services généraux)	504 942,47	270 957,73	-46%
Régularisation des transferts de biens à ILEVA	1 799 270,86	-	-100%
Participation au capital de l'AFL	151 900,00	151 700,00	-
Etude de préfiguration eau et assainissement	166 895,79	90 840,55	-46%
<b>TOTAL OPÉRATIONS (ÉCOCITÉ hors foncier Cambaie EPFR)</b>	<b>17 976 020,29</b>	<b>20 129 605,50</b>	<b>12%</b>
<b>TOTAL OPÉRATIONS (ÉCOCITÉ avec foncier Cambaie EPFR)</b>	<b>17 995 044,45</b>	<b>22 455 528,53</b>	<b>25%</b>



# ANNEXE 3 : BILAN DES PRESTATIONS PAR COMMUNE

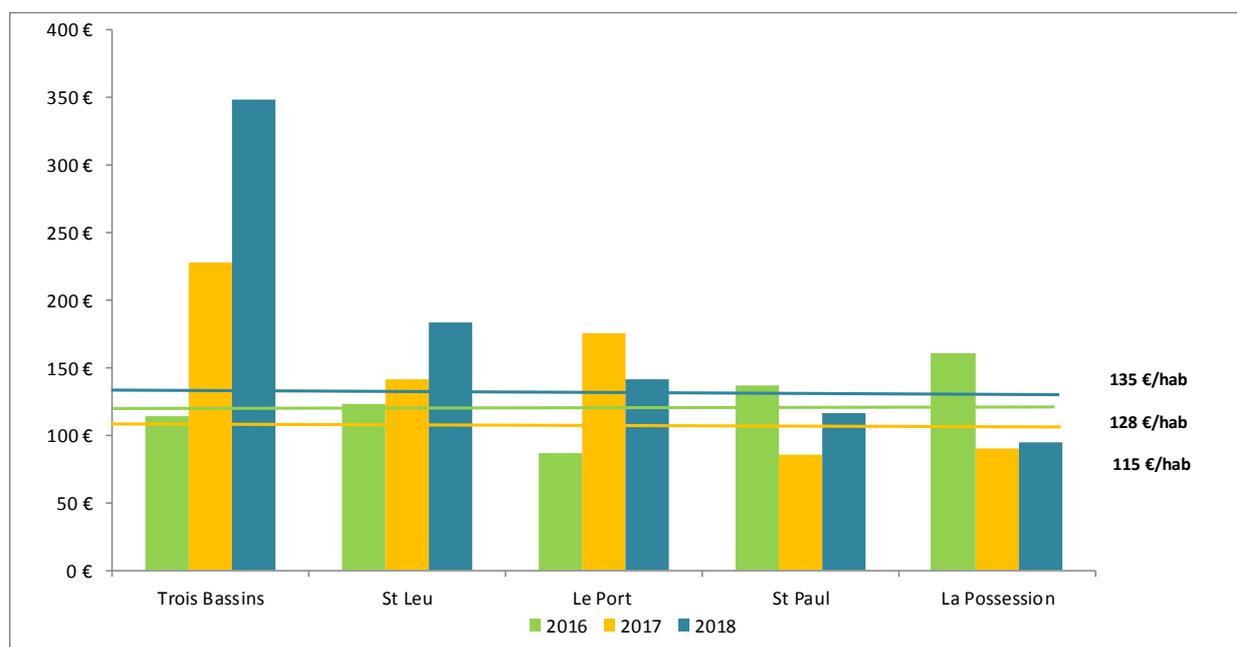
## RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR COMMUNE

	Dépenses 2016	Dépenses /habitant	Dépenses 2017	Dépenses /habitant	Dépenses 2018	Dépenses /habitant
<b>Trois Bassins</b>	4 017 783	548 €	3 275 272	449 €	3 549 019	491 €
<b>St Paul</b>	55 187 170	523 €	53 102 957	500 €	52 344 731	487 €
<b>St Leu</b>	17 538 429	544 €	17 234 882	505 €	16 618 724	486 €
<b>La Possession</b>	16 845 215	538 €	16 148 876	495 €	15 711 515	475 €
<b>Le Port</b>	18 250 218	483 €	17 729 389	493 €	16 635 009	467 €
<b>TOTAL</b>	<b>111 838 815</b>	<b>522 €</b>	<b>107 491 376</b>	<b>497 €</b>	<b>104 858 998</b>	<b>482 €</b>



## RÉPARTITION DES DÉPENSES D' INVESTISSEMENT PAR COMMUNE

	Dépenses 2016	Dépenses /habitant	Dépenses 2017	Dépenses /habitant	Dépenses 2018	Dépenses /habitant
<b>Trois Bassins</b>	831 485	113 €	1 658 818	227 €	2 515 583	348 €
<b>St Leu</b>	3 945 152	122 €	4 807 140	141 €	6 263 561	183 €
<b>Le Port</b>	3 257 653	86 €	6 289 955	175 €	5 043 295	142 €
<b>St Paul</b>	14 438 176	137 €	9 112 830	86 €	12 511 428	116 €
<b>La Possession</b>	5 016 739	160 €	2 918 063	89 €	3 131 694	95 €
<b>TOTAL</b>	<b>27 489 205</b>	<b>128 €</b>	<b>24 786 806</b>	<b>115 €</b>	<b>29 465 561</b>	<b>135 €</b>



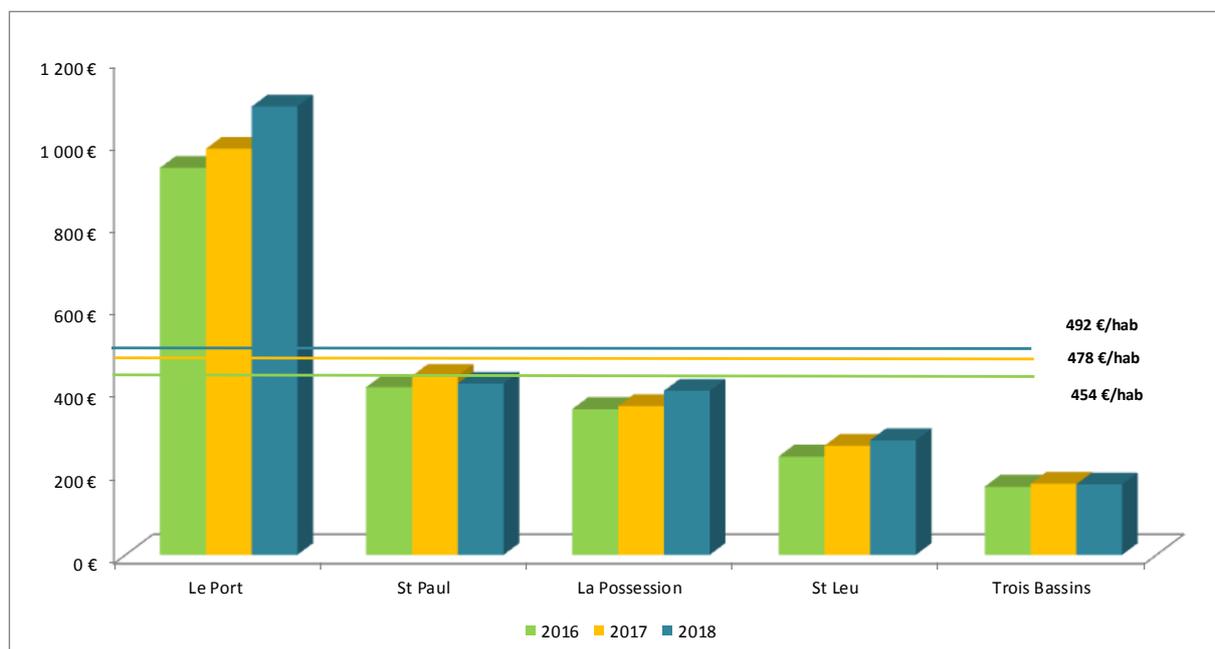
Afin d'apprécier la localisation des actions du TCO sur le territoire, il est réalisé annuellement une affectation des dépenses par commune. Les dépenses de fonctionnement sont réparties comme suit :

Les dépenses d'investissement sont réparties en fonction de la localisation géographique de l'équipement.

- 26% sont répartis par commune. En effet, les marchés de collecte sont constitués de lot par commune ;
- 74% à la population, car certains marchés ou prestations ne donnent pas lieu à une répartition par commune.

### RÉPARTITION DES RECETTES PAR COMMUNE

	Recettes 2016	Recettes/habitant	Recettes 2017	Recettes/habitant	Recettes 2018	Recettes/habitant
<b>Le Port</b>	34 356 618	937 €	36 352 716	983 €	38 669 458	1 085 €
<b>St Paul</b>	40 892 718	406 €	43 700 840	433 €	44 560 466	415 €
<b>La Possession</b>	11 895 709	353 €	12 535 636	360 €	13 146 157	397 €
<b>St Leu</b>	8 909 826	238 €	9 449 536	264 €	9 484 687	277 €
<b>Trois Bassins</b>	1 216 886	165 €	1 243 595	172 €	1 229 111	170 €
<b>TOTAL</b>	<b>97 271 758</b>	<b>454 €</b>	<b>103 282 323</b>	<b>478 €</b>	<b>107 089 879</b>	<b>492 €</b>



Les recettes sont constituées de la fiscalité, des dotations de l'Etat relatives à la compensation de la suppression de la taxe professionnelle, des participations des familles aux transports scolaires, hors attribution de compensation reversée aux communes.

La 1<sup>e</sup> commune contributrice reste le Port, compte tenu de la recette liée à la cotisation foncière des entreprises.



# ANNEXE 4 : DÉTAIL DES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT ENCAISSÉES EN 2018

Compétence Opérations	Montant de la subvention allouée	Encaissements antérieurs	Encaissées en 2018	Reste à encaisser
<b>DIR ÉCONOMIE EMPLOI</b>	<b>4 445 223,62</b>	<b>704 051,72</b>	<b>529 595,92</b>	<b>3 211 575,98</b>
ZA bras Montvert	1 950 000,00	667 531,93	474 055,69	808 412,38
ZA Pte des châteaux - Études et travaux	2 445 223,62	36 519,79	35 327,30	2 373 376,53
Étude de faisabilité technico-éco aménag de la ZAP	50 000,00	-	20 212,93	29 787,07
<b>DIR VALOR ET PROMOTION TERRITOIRE</b>	<b>5 044 921,54</b>	<b>222 703,89</b>	<b>750 379,56</b>	<b>4 071 838,09</b>
EAIO	2 549 525,00	222 703,89	<b>634 900,77</b>	<b>1 691 920,34</b>
Rénovation de l'espace numérique et artistique de LENA	145 600,00	-	<b>108 859,25</b>	<b>36 740,75</b>
Sentier Littoral de St Paul - Cambaie	2 349 796,54	-	<b>6 619,54</b>	<b>2 343 177,00</b>
<b>DIR ENV ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE</b>	<b>788 700,00</b>	<b>132 410,00</b>	<b>41 850,00</b>	<b>614 440,00</b>
Prog. Territoire Energie Positive Croissance Verte	649 200,00	90 560,00	-	<b>558 640,00</b>
Acquisition de bacs de collecte sélective	139 500,00	41 850,00	<b>41 850,00</b>	<b>55 800,00</b>
<b>DIR MOBILITÉ ET TRANSPORTS</b>	<b>1 960 824,94</b>	<b>599 500,80</b>	<b>604 778,35</b>	<b>168 232,89</b>
Aménagement de 452 abris-voyageurs du TCO	1 451 749,00	599 500,80	<b>263 935,30</b>	-
Pole d'Echange St Gilles Hauts	509 075,94	-	<b>340 843,05</b>	<b>168 232,89</b>
<b>DIR PLANIFICATION AMÉNAG URBAIN ET DE L'HABITAT</b>	<b>64 900,00</b>	-	<b>24 900,00</b>	<b>40 000,00</b>
ANRU Quartier Ariste Bolon	64 900,00	-	<b>24 900,00</b>	<b>40 000,00</b>
<b>ÉCOCITÉ</b>	<b>923 637,50</b>	<b>129 426,93</b>	<b>237 108,81</b>	<b>538 698,01</b>
Terre fertile	380 000,00	129 426,93	-	<b>250 573,07</b>
Schéma d'aménagement et Sd espaces publics tranche 1	184 037,50	-	<b>165 633,75</b>	-
Étude préliminaire "Axe mixte et infrastructures connexes"	359 600,00	-	<b>71 475,06</b>	<b>288 124,94</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>13 228 207,60</b>	<b>1 788 093,34</b>	<b>2 188 612,64</b>	<b>8 644 784,97</b>